

22 mars 2022

## **Pérou : Situation des minorités sexuelles et de genre depuis 2016**

### **Avertissement**

Ce document, rédigé conformément aux [lignes directrices](#) communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine, a été élaboré par la DIDR en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière et ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

## Table des matières

1.	Définitions et cadre juridique national .....	3
1.1.	Définitions .....	3
1.2.	Cadre juridique national.....	3
2.	Situation sociale .....	5
2.1.	Attitude des politiques .....	5
2.1.1.	Une franche politique progressiste minoritaire .....	5
2.1.2.	Une classe politique majoritairement conservatrice et discriminatoire.....	6
2.2.	Attitude de la société .....	9
2.2.1.	Attitude des familles et mouvements dits « pro-famille » .....	9
2.2.2.	Attitude sur les réseaux sociaux et des médias .....	10
2.2.3.	Discriminations .....	10
2.2.4.	De graves violations des droits humains .....	11
3.	Attitude des autorités.....	12
3.1.	L'attitude gouvernementale : entre légères avancées et préoccupations.....	12
3.2.	Violations des droits humains commises par les forces de l'ordre.....	13
3.3.	Accès à la Justice .....	14
4.	Le réseau associatif de soutien.....	16
	Bibliographie.....	18

**Résumé :** Depuis 2016, quelques avancées législatives ont été entreprises en faveur des minorités sexuelles et de genre au Pérou mais les plus importantes ont été bloquées par les partis politiques conservateurs dans un pays où l'influence religieuse demeure très importante. Les personnes LGBTI sont toujours victimes de discriminations quotidiennes et de graves violations des droits humains, dont beaucoup sont commises par les forces de l'ordre. Malgré un réseau associatif de plus en plus impliqué, l'accès à la Justice des personnes LGBTI reste très limité, l'Etat péruvien n'ayant pas posé de cadre juridique concret à ce jour pour la protection de ces personnes.

**Abstract :** Since 2016, some legislative progress in favour of sexual and gender minorities were initiated in Peru but the most important legislative progress were locked by conservative parties in a country with a heavily religious society. LGBTI people still face daily discrimination and serious human rights abuses, many of which are committed by law enforcement officers. Despite an increasingly involved association network, the LGBTI people access to justice remains very limited, the state of Peru hasn't provide till now a concrete legal framework for the protection of these persons.

**Nota :** La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR. La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR. Les termes qualifiant les minorités sexuelles et de genre dans cette note sont ceux utilisés dans chacune des sources correspondantes référencées en notes de bas de page, à savoir LGBTIQ+ (personnes lesbiennes, gays, bissexuelles, transsexuelles ou transgenres, intersexuées et queer ; le + incluant les personnes qui ne s'identifient pas aux autres termes), LGBTIQ, LGBTI, LGBT ou LGBTQIA (lesbiennes, gays, bissexuels, transgenres ou transsexuelles, queer, intersexes et personnes asexuées), LGBT+.

## 1. Définitions et cadre juridique national

### 1.1. Définitions

Les concepts « identité de genre » et « orientation sexuelle » ont été définis dans le préambule des principes de Jogjakarta<sup>1</sup>, définitions reprises par le HCR<sup>2</sup> et exposées ainsi :

« L'orientation sexuelle est comprise comme faisant référence à la capacité de chacun de ressentir une profonde attirance émotionnelle, affective et sexuelle envers des individus du sexe opposé, de même sexe ou de plus d'un sexe, et d'entretenir des relations intimes et sexuelles avec ces individus ».

« L'identité de genre est comprise comme faisant référence à l'expérience intime et personnelle de son genre profondément vécue par chacun, qu'elle corresponde ou non au sexe assigné à la naissance, y compris la conscience personnelle du corps (qui peut impliquer, si consentie librement, une modification de l'apparence ou des fonctions corporelles par des moyens médicaux, chirurgicaux ou autres) et d'autres expressions du genre, y compris l'habillement, le discours et les manières de se conduire ».

Dans la présente note, les « minorités sexuelles et de genre » désignent les personnes considérées comme appartenant à une minorité sexuelle du fait de leur orientation sexuelle et/ou à une minorité de genre du fait de leur identité de genre. La note utilise également le terme général de « personnes LGBTI », sigle désignant les « Lesbien(ne)s, Gays, Bisexuel(le)s, Transgenres et Intersexués ».

### 1.2. Cadre juridique national

A la fin du mois de février 2022, il n'y a toujours pas de « cadre réglementaire concret en la faveur » des personnes LGBTI au Pérou<sup>3</sup>. Depuis 2016, quelques modifications législatives en faveur des droits de la communauté LGBTI ont pu être observées mais par comparaison à d'autres pays d'Amérique Latine, elles sont fortement limitées au Pérou, un pays réputé très conservateur<sup>4</sup>.

L'homosexualité est officiellement légale et dépénalisée au Pérou mais le mariage ainsi que l'union civile entre deux personnes du même genre sont toujours illégaux<sup>5</sup>. En mars 2015, une proposition de loi visant à reconnaître et autoriser l'union civile homosexuelle a été rejetée<sup>6</sup>. En février 2017, une seconde proposition de loi est présentée par le parti de gauche « *Frente Amplio* » afin de légaliser l'union civile entre deux personnes du même sexe ainsi que les mariages homosexuels reconnus à l'étranger mais elle est de nouveau rejetée par le Congrès<sup>7</sup>.

Les couples homosexuels ne sont pas non plus autorisés à l'adoption d'un enfant<sup>8</sup>.

Les personnes transsexuelles ont connu des premières avancées législatives et juridiques en leur faveur à partir de 2016. En effet, à la fin de l'année 2016, le Tribunal Constitutionnel a statué que « la transsexualité ne doit pas être considérée comme une pathologie et que le sexe [ou le genre d'une

---

<sup>1</sup> NDLR : Les principes de Jogjakarta sur l'application du droit international concernant les droits de l'homme en matière d'orientation sexuelle et d'identité de genre ont été élaborés par un groupe d'experts des droits de l'Homme en 2006. Ces définitions ont été reprises par le Haut-Commissaire aux droits de l'Homme. Les principes de Jogjakarta, 03/2007, [url](#)

<sup>2</sup> UNHCR (Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés), Principes directeurs sur la protection internationale N°9 : Demandes de statut de réfugié fondées sur l'orientation sexuelle et/ou l'identité de genre dans le contexte de l'article 1A(2) de la Convention de 1951 Convention et/ou son Protocole de 1967 relatifs au statut des réfugiés, HCR/GIP/12/01, 23/10/2012, [url](#)

<sup>3</sup> República del Perú – Defensoría del Pueblo, s.d., [url](#) ; Presentes, 25/02/2022, [url](#)

<sup>4</sup> Generation for Rights Over the World (GROW), 28/01/2021, [url](#) ; Radio France Internationale (RFI), 04/05/2021, [url](#) ; Presentes, 25/02/2022, [url](#) ; NDLR : voir les précédentes lois et le cadre juridique national ici : DIDR, "Pérou : La situation des minorités sexuelles et de genre", Ofpra, 27/05/2016

<sup>5</sup> Centro Estratégico Latinoamericano de Geopolítica (CELAG), 28/06/2021, [url](#) ; Más Igualdad Perú, s.d., [url](#)

<sup>6</sup> Ouest France, 15/02/2017, [url](#)

<sup>7</sup> Ouest France, 15/02/2017, [url](#) ; Generation for Rights Over the World (GROW), 28/01/2021, [url](#) ; NDLR : Le système législatif péruvien fonctionne avec un Parlement unicaméral, à savoir le Congrès de la République.

<sup>8</sup> Centro Estratégico Latinoamericano de Geopolítica (CELAG), 28/06/2021, [url](#) ; ILGA World, 12/2020, p.327, [url](#)

personne] ne peut être déterminée uniquement en fonction des organes génitaux des personnes »<sup>9</sup>. Cette résolution de l'organe constitutionnel suprême met ainsi fin à la doctrine jurisprudentielle adoptée en 2013 selon laquelle la transsexualité était une pathologie et que le genre se définissait à l'échelle chromosomique et n'était pas modifiable<sup>10</sup>. Dans cette même résolution et pour la première fois, le Tribunal Constitutionnel reconnaît l'identité de genre « comme faisant partie du droit à l'identité personnelle »<sup>11</sup>. Ainsi, il autorise, via un processus judiciaire, les personnes transsexuelles à modifier leur nom et leur sexe sur leur carte d'identité nationale (DNI, *Documento Nacional de Identidad*) « jusqu'à ce que le Congrès de la République promulgue une loi rendant possible ce changement de manière administrative »<sup>12</sup>.

A la même période, un premier projet de loi, le Projet de Loi de l'Identité de Genre 790/2016, est remis par des parlementaires à deux Commissions du Congrès, respectivement celle de la Constitution et du Règlement puis celle de la Femme et de la Famille<sup>13</sup>. Toutefois, après cinq années d'échec législatif au cours desquelles les débats en Commission ne cessent d'être repoussés et annulés, la loi n'a pas été approuvée<sup>14</sup>.

Dans les faits, le processus judiciaire encore en vigueur qui permet à une personne transsexuelle/transgenre de changer de nom et de sexe/genre sur les documents officiels d'identité est un processus « très sommaire »<sup>15</sup>. Le processus est long et coûteux, ce qui n'est pas à la portée de toutes et tous, elles doivent demander l'autorisation à l'Etat avant de pouvoir espérer recevoir une « sentence judiciaire favorable » d'un juge péruvien<sup>16</sup>. Puis si elles reçoivent une réponse en leur faveur, le Registre National d'Identification et de l'Etat Civil (RENIEC), l'institution publique qui délivre les cartes d'identité, fait régulièrement appel contre ces décisions favorables, ce qui retarde d'autant plus le processus<sup>17</sup>. Ainsi, en avril 2021, « seulement 8% des personnes 'trans' possèdent au Pérou une carte d'identité [DNI] qui reconnaît leur genre [ou identité sexuelle] »<sup>18</sup>.

En janvier 2017, le Décret Législatif 1 323 a été mis en vigueur<sup>19</sup>. Ce décret ordonne que l'orientation sexuelle et l'identité de genre soient inclus dans la protection contre la discrimination, c'est-à-dire qu'elles soient explicitement prises en considération dans le « nouveau » Code Pénal péruvien<sup>20</sup>.

Ainsi, l'article 323 du Code Pénal sur la « Discrimination et l'incitation à la discrimination » concernant la protection contre la discrimination a été modifié tel que : « Celui ou celle qui, de sa personne ou par un tiers » commet des actes de discrimination contraires aux droits humains « basé sur des motifs raciaux, [...], d'orientation sexuelle, d'identité de genre, [...] sera réprimé avec une peine de privation de liberté » comprise entre deux et trois ans « ou avec une prestation de services à la communauté de 60 à 120 jours »<sup>21</sup>. Cet article précise également que si l'accusé est un « agent » qui agit en sa qualité de fonctionnaire civil, coupable d'avoir commis un fait de « violence physique ou mentale, via le net ou un autre moyen analogique, la peine de privation de liberté » sera comprise entre deux et quatre ans, à laquelle s'ajoute une durée équivalente d'interdiction d'exercice de sa fonction<sup>22</sup>.

Et sur l'article 46 concernant les « Circonstances d'atténuation et d'aggravation », l'alinéa « d » du paragraphe 2 ; paragraphe qui établit quelles sont les « les circonstances aggravantes » ; est modifié tel que : « Exécuter le délit sous des mobiles d'intolérance ou de discrimination, telles que l'origine, la

---

<sup>9</sup> República del Perú – Defensoría del Pueblo, 09/11/2016, [url](#) ; Centro Estratégico Latinoamericano de Geopolítica (CELAG), 28/06/2021, [url](#)

<sup>10</sup> República del Perú – Defensoría del Pueblo, 09/11/2016, [url](#) ; Centro Estratégico Latinoamericano de Geopolítica (CELAG), 28/06/2021, [url](#)

<sup>11</sup> República del Perú – Defensoría del Pueblo, 09/11/2016, [url](#)

<sup>12</sup> República del Perú – Defensoría del Pueblo, 09/11/2016, [url](#)

<sup>13</sup> Presentes, 25/02/2022, [url](#)

<sup>14</sup> Centro Estratégico Latinoamericano de Geopolítica (CELAG), 28/06/2021, [url](#) ; Presentes, 25/02/2022, [url](#)

<sup>15</sup> República del Perú – Defensoría del Pueblo, 09/11/2016, [url](#) ; Presentes, 25/02/2022, [url](#)

<sup>16</sup> Presentes, 25/02/2022, [url](#)

<sup>17</sup> Presentes, 25/02/2022, [url](#)

<sup>18</sup> El País, 03/04/2021, [url](#)

<sup>19</sup> El País, 10/01/2017, [url](#) ; Centro Estratégico Latinoamericano de Geopolítica (CELAG), 28/06/2021, [url](#)

<sup>20</sup> El País, 10/01/2017, [url](#) ; Centro Estratégico Latinoamericano de Geopolítica (CELAG), 28/06/2021, [url](#) ; NDLR : voir plus sur : DIDR, "Pérou : La situation des minorités sexuelles et de genre", Ofpra, p.3-4, 27/05/2016

<sup>21</sup> El Peruano, 06/01/2017, [url](#) ; Promsex, 05/2021, p.49, [url](#) ; NDLR : voir l'article 323 en entier sur le Journal Officiel de la République du Pérou ; El Peruano, premier lien.

<sup>22</sup> El Peruano, 06/01/2017, [url](#)

race, la religion, le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre [...] » constitue donc une circonstance aggravante au délit commis<sup>23</sup>.

Par ailleurs, le décret national 1.323 fait suite à plusieurs ordonnances et réglementations locales, interdisant les discriminations pour ces deux motifs, adoptées à partir de 2008, sans toutefois être systématiquement respectées par les autorités locales<sup>24</sup>.

Concernant les « personnes LGBTIQ » ou plus précisément concernant les « Personnes de Genre Non Binaire (PGNB) », aucune législation péruvienne n'est en vigueur à ce jour<sup>25</sup>. Une élue au Congrès, par ailleurs « ouvertement lesbienne et activiste LGBT », Susel Paredes Piqué, a admis récemment qu'elle comprenait que des militants des droits LGBTI exigent qu'une future loi ou des amendements sur la « non-binarité » soient inclus dans les débats du projet de loi 790<sup>26</sup>. D'autres militants LGBTI estiment en revanche qu'il « n'est pas encore le moment » d'inclure cette notion au niveau législatif, notamment « en raison du conservatisme religieux » auquel se confronte les minorités sexuelles et de genre<sup>27</sup>.

## 2. Situation sociale

### 2.1. Attitude des politiques

#### 2.1.1. Une franche politique progressiste minoritaire

Une partie minoritaire de la classe politique péruvienne a essayé de contribuer aux droits des minorités sexuelles et de genre. C'est notamment le cas du *Frente Amplio* (Front Large), parti politique de gauche, qui avait soumis en 2017 une proposition de loi pour légaliser l'union civile entre deux personnes de même sexe. Une parlementaire du *Frente Amplio*, Indra Huilca, avait notamment insisté sur « la réalité » des couples homosexuels qui ont « besoin de reconnaissance sur le plan civil » et qu'il faut « résoudre un vide juridique qui permet la discrimination »<sup>28</sup>. Lors d'une conférence de presse à la même période, elle avait plus généralement souhaitée « la reconnaissance des revendications des associations et centres LGBT »<sup>29</sup>.

Aux élections législatives d'avril 2021, six candidats étaient des personnes LGBTI, dont deux ont obtenu un siège au Congrès<sup>30</sup>.

Parmi ces deux candidats élus figure Susel Paredes Piqué, activiste LGBT du Parti Morado (*Partido Morado*), un parti de gauche, qui après deux échecs aux élections législatives de 2011 et 2018, est la femme qui a obtenu le plus de voix à ces dernières élections à l'échelle nationale<sup>31</sup>. Elle est également la quatrième élue du Congrès et la candidate du Parti Morado ayant récoltée le plus de voix<sup>32</sup>. Susel Paredes Piqué se porte ainsi comme l'une des si ce n'est la principale voix de la communauté LGBTI au Pérou<sup>33</sup>.

Le second parlementaire élu se nomme Alejandro Cavero, du parti de droite *Avanza País* (En Avant le Pays)<sup>34</sup>. L'une de ses idées majeures en faveur des minorités sexuelles et de genre est de « retirer le mot mariage du Code Civil » péruvien en raison de son origine religieuse « qui ne permet pas l'égalité devant la loi, celle-ci ne s'applique pas aux personnes LGBT au Pérou »<sup>35</sup>.

---

<sup>23</sup> El Peruano, 06/01/2017, [url](#) ; NDLR : voir l'article plus précisément sur ce lien du Journal Officiel.

<sup>24</sup> NDLR : voir plus sur : DIDR, "Pérou : La situation des minorités sexuelles et de genre", Ofpra, p.4-5, 27/05/2016

<sup>25</sup> Presentes, 25/02/2022, [url](#)

<sup>26</sup> Presentes, 25/02/2022, [url](#)

<sup>27</sup> Presentes, 25/02/2022, [url](#)

<sup>28</sup> Ouest France, 15/02/2017, [url](#)

<sup>29</sup> Ouest France, 15/02/2017, [url](#)

<sup>30</sup> Peru 21, 27/03/2021, [url](#) ; Caribe Informativo, 16/06/2021, [url](#)

<sup>31</sup> Gestion, 27/04/2021, [url](#)

<sup>32</sup> Caribe Informativo, 16/06/2021, [url](#)

<sup>33</sup> Caribe Informativo, 16/06/2021, [url](#) ; Presentes, 25/02/2022, [url](#)

<sup>34</sup> Peru 21, 27/03/2021, [url](#) ; Caribe Informativo, 16/06/2021, [url](#) ; Peru 21, 25/11/2021, [url](#)

<sup>35</sup> Peru 21, 27/03/2021, [url](#)

Parmi les quatre autres candidats au Congrès qui n'ont pas été élus figuraient notamment Rogelio Ramos et Gahela Cari Contreras, membres respectifs des partis de gauche *Frente Amplio* et *Juntos por el Perú*<sup>36</sup>. Gahela Cari Contreras est une des premières candidates politiques transsexuelles au Congrès de l'histoire du Pérou<sup>37</sup>. Cette activiste LGBTI, fille de paysans andins et afro-péruviens, a été victime de nombreuses discriminations, menaces sur les réseaux sociaux et de transphobie durant sa campagne électorale de 2021, notamment d'un candidat d'extrême-droite Frank Krklec<sup>38</sup>.

Gahela Cari Contreras s'est engagée en 2015 dans le parti *Juntos por el Perú* dirigé par l'unique candidate de gauche à l'élection présidentielle de 2016, Verónica Mendoza<sup>39</sup>. Selon Gahela Cari, Verónica Mendoza est l'une des premières élues féministes « à s'être battue » pour les droits des personnes LGBTI au Congrès, « très peu de personnes s'étaient battus pour [eux] et avec tant de conviction » auparavant<sup>40</sup>.

D'autres élues, à savoir Monica Saavedra du parti de centre-droit Action Populaire (*Acción Popular*)<sup>41</sup> et Rocío Silva Santisteban du *Frente Amplio*, s'étaient fortement impliquées et étaient parvenues à planifier le débat sur le projet de loi 790 au sein de la Commission Femme et Famille du Congrès<sup>42</sup>. Cependant, une campagne politique conservatrice d'intimidation a eu pour conséquence des menaces envers les parlementaires de cette commission, en particulier contre ces deux élues et un nouveau report du débat<sup>43</sup>.

### 2.1.2. Une classe politique majoritairement conservatrice et discriminatoire

Des membres des partis politiques conservateurs de droite et d'extrême-droite au Pérou emploient régulièrement une rhétorique discriminatoire à l'encontre des minorités sexuelles et de genre.

La candidate présidentielle ayant terminé deuxième en 2021, pour la troisième fois consécutivement (2011 et 2016), est Keiko Fujimori, femme politique conservatrice et populiste « d'extrême-droite » ou « d'ultra-droite », et fille de l'ancien autocrate Alberto Fujimori (1990 – 2000)<sup>44</sup>. Keiko Fujimori, sa fille, a également été incarcérée en détention provisoire durant trois mois et assignée à résidence pour des accusations de corruption, une détention dont elle est libérée en mai 2020<sup>45</sup>.

Keiko Fujimori, à la tête du parti Force Populaire (*Fuerza Popular*), revendique par ailleurs le « Fujimorisme »<sup>46</sup>. Comme le rappelle Leyla Huerta, une activiste transsexuelle péruvienne et présidente de l'association *Feminas*, les « fujimoristes n'ont jamais soutenu les politiques publiques en faveur du mouvement LGBT »<sup>47</sup>. Au contraire, ils s'y sont systématiquement opposés et « les ont bloquées comme dernièrement le projet de loi visant à [nous] permettre de changer de nom et de sexe »<sup>48</sup>.

A la charnière des années 2016 et 2017, des hommes politiques conservateurs (mais aussi des religieux et civils en général) s'insurgent contre « l'entrée du genre dans l'Etat » péruvien, à savoir la mise en vigueur du décret 1.323<sup>49</sup>. Plus largement, ils s'opposent au Président Pedro Pablo Kuczynski et à son

---

<sup>36</sup> Peru 21, 27/03/2021, [url](#) ; Caribe Informativo, 16/06/2021, [url](#)

<sup>37</sup> Agencia EFE, 02/02/2021, [url](#) ; Caretas, 05/03/2021, [url](#) ; El País, 03/04/2021, [url](#)

<sup>38</sup> Agencia EFE, 02/02/2021, [url](#) ; Caretas, 05/03/2021, [url](#) ; El País, 03/04/2021, [url](#)

<sup>39</sup> Distintas Latitudes, 03/05/2021, [url](#)

<sup>40</sup> Distintas Latitudes, 03/05/2021, [url](#)

<sup>41</sup> NDLR : Parti politique de l'ancien Président Martin Vizcarra, un parti qu'il a renommé *Somos Peru* (Nous sommes le Pérou) pour les dernières élections législatives d'avril 2021.

<sup>42</sup> Presentes, 25/02/2022, [url](#)

<sup>43</sup> Presentes, 25/02/2022, [url](#)

<sup>44</sup> Radio France Internationale (RFI), 04/05/2021, [url](#) ; L'Humanité, 10/06/2021, [url](#) ; Courrier International, 29/07/2021, [url](#) ; NDLR : Alberto Fujimori a été condamné en 2009 à 25 ans d'emprisonnement pour des violations des droits humains et des massacres commis dans les années 1980, officiellement dans le cadre de la lutte contre le Sentier Lumineux, mouvement d'obédience maoïste. A la fin de l'année 2021, un nouveau procès s'est ouvert à son encontre pour la politique de stérilisation forcée de milliers de femmes amérindiennes de 1996 à 2000. (Le Monde, 13/12/2021, [url](#))

<sup>45</sup> Radio France Internationale (RFI), 27/09/2020, [url](#)

<sup>46</sup> Radio France Internationale (RFI), 27/09/2020, [url](#)

<sup>47</sup> Radio France Internationale (RFI), 04/05/2021, [url](#)

<sup>48</sup> Radio France Internationale (RFI), 04/05/2021, [url](#)

<sup>49</sup> El Comercio, 24/05/2019, [url](#)



gouvernement, en particulier contre une volonté du ministère de l'Éducation d'inclure l'éducation sexuelle dans le programme scolaire dans le but de promouvoir l'égalité des genres à l'école<sup>50</sup>. Dès lors, les « fujimoristes » et plus largement des hommes politiques conservateurs dénoncent une « idéologie de genre » qui a « pour but de dénaturiser l'être humain »<sup>51</sup>.

Un mouvement de protestation civile voit le jour au Pérou (et dans plusieurs pays latino-américains à la même période) à la fin du mois de novembre 2016 et en particulier via le réseau social Facebook, « *Con Mis Hijos No Te Metas* » (« Ne te mêle pas de mes enfants »)<sup>52</sup>. Ce mouvement civil est en réalité mené par d'éminents religieux, notamment via des groupes conservateurs « pro-familles » et des hommes politiques conservateurs, à l'image du porte-parole du mouvement Christian Rosas, fils de l'influent pasteur évangélique et ancien élu au Congrès Julio Rosas<sup>53</sup>.

Selon un sociologue interrogé par le média péruvien *El Comercio*, Óscar Amat, l'objectif des politiciens conservateurs avec ce mouvement est « d'attirer la grande masse évangélique à partir de la désinformation avec des arguments pseudoscientifiques rapportés au genre, au programme scolaire ou à la supposée 'homosexualización' des mineurs »<sup>54</sup>. L'idée selon laquelle le ministère de l'Éducation allait « homosexualiser les enfants » avec « l'idéologie de genre » s'est en effet répandue à travers la population qui a rejoint ce mouvement<sup>55</sup>.

Au niveau législatif, le Congrès du Pérou est marqué depuis deux ans par le retour d'une majorité et une présence importante d'élus conservateurs voire « ultra-conservateurs »<sup>56</sup>. Aux élections législatives anticipées de 2020, un parti politique d'extrême-droite a « fait une entrée fracassante » au Parlement en remportant seize sièges, soit 9% des voix, la deuxième force politique du Congrès<sup>57</sup>. Ce parti est le Frepap, le Front politique agricole du Pérou (*Frente popular agrícola fía del Peru*) ou le parti « Agro » comme il est dénommé par ses partisans<sup>58</sup>. Fondé en 1989, il est composé « d'homophobes prophétiques » et représente le « bras séculier » ou « bras politique » d'une secte religieuse née dans les Andes, l'Association évangélique de la mission israélite du nouveau pacte universel (Aeminpu)<sup>59</sup>. Ce parti, qui s'intéresse peu au monde rural en réalité, a mené une campagne électorale marquée par une homophobie et une discrimination omniprésente à l'encontre des minorités sexuelles et de genre<sup>60</sup>. Durant sa campagne électorale, Wilmer Cayllahua, pasteur évangélique élu au Congrès et l'une des figures du parti les plus médiatisées, a tenu un discours particulièrement virulent à l'encontre des personnes LGBTI. En effet, il a déclaré que les « personnes LGBTI » ont « le mal enkysté dans le cœur et dans le sang, mais ils vont avoir une chance de découvrir le décalogue universel des commandements, et par cet intermédiaire entrer dans la moralisation, pour plus tard devenir des gens de bien »<sup>61</sup>.

Aux élections législatives de 2021, qui précèdent de deux mois l'élection présidentielle, les conservateurs obtiennent de nouveau la majorité des sièges, et notamment les « fujimoristes » qui sont divisés en trois partis politiques (selon Layla Huerta) : *Fuerza Popular* (le parti de Keiko Fujimori), *Avanza País* et *Renovacion Popular*<sup>62</sup>. Le Frepap n'a en revanche remporté aucun siège du Congrès en 2021<sup>63</sup>. Le parti politique *Renovacion Popular* fait son entrée au Parlement en 2021, il devient la cinquième force politique avec 9% des voix et « compte dans ses rangs des membres de groupes ultra-catholiques, de sectes évangéliques et du mouvement 'Con Mis Hijos No Te Metas' »<sup>64</sup>. Ce parti a mené « une campagne ouvertement homophobe et transphobe en s'en prenant par exemple à Gahela [Cari

<sup>50</sup> Dejusticia, 15/05/2017, [url](#) ; El Comercio, 24/05/2019, [url](#)

<sup>51</sup> Dejusticia, 15/05/2017, [url](#) ; El Comercio, 24/05/2019, [url](#)

<sup>52</sup> Dejusticia, 15/05/2017, [url](#) ; El Comercio, 24/05/2019, [url](#) ; Facebook, page au nom de « Con Mis Hijos No Te Metas », @ConMisHijosNoTeMetasOficial, s.d., [url](#)

<sup>53</sup> Dejusticia, 15/05/2017, [url](#) ; El Comercio, 24/05/2019, [url](#)

<sup>54</sup> El Comercio, 24/05/2019, [url](#)

<sup>55</sup> Dejusticia, 15/05/2017, [url](#) ; El Comercio, 24/05/2019, [url](#)

<sup>56</sup> Libération, 01/02/2020, [url](#) ; Radio France Internationale (RFI), 04/05/2021, [url](#) ; Presentes, 25/02/2022, [url](#)

<sup>57</sup> Libération, 01/02/2020, [url](#) ; Vanity Fair, 24/02/2020, [url](#)

<sup>58</sup> Libération, 01/02/2020, [url](#)

<sup>59</sup> Libération, 01/02/2020, [url](#)

<sup>60</sup> Libération, 01/02/2020, [url](#) ; Vanity Fair, 24/02/2020, [url](#)

<sup>61</sup> Libération, 01/02/2020, [url](#) ; Vanity Fair, 24/02/2020, [url](#)

<sup>62</sup> Radio France Internationale (RFI), 04/05/2021, [url](#) ; El Peruano, 12/06/2021, [url](#)

<sup>63</sup> El Peruano, 12/06/2021, [url](#)

<sup>64</sup> Radio France Internationale (RFI), 04/05/2021, [url](#) ; El Peruano, 12/06/2021, [url](#)

Contreras], candidate 'trans' au Parlement, à travers des attaques personnelles sur les réseaux sociaux »<sup>65</sup>.

Pour la militante féministe Maria Ysabel Cedano, le Congrès actuel « n'est pas seulement conservateur, c'est une alliance de fondamentalistes religieux anti-droits de l'homme »<sup>66</sup>. Ainsi, les militants qui militent pour les droits des minorités sexuelles et de genre sont particulièrement inquiets, à l'image de Layla Huerta, qui confie après les élections législatives que « la majorité » des personnes LGBTI « a peur ». Elle ajoute penser que le « Parlement sera encore plus défavorable à la communauté LGBT que les précédents, car ces députés ne vont pas se contenter d'entraver [nos] actions. [On] craint que leurs projets de loi soient plus agressifs envers [nous], car leurs discours sont plus violents »<sup>67</sup>. Parmi les 130 membres du Congrès, élus en avril 2021 pour une période de cinq ans (à moins que le Parlement ne soit de nouveau dissout), « au moins 85 » sont « membres de partis conservateurs qui ont déjà manifesté leur opposition aux droits des personnes LGBT »<sup>68</sup>.

Les minorités sexuelles et de genre n'étaient pas plus rassurées par l'élection présidentielle. Le candidat, futur vainqueur, qui s'opposait à Keiko Fujimori, Pedro Castillo, un ancien instituteur rural décrit comme un « paysan » et « champion de la gauche radicale », assumait lui aussi un « conservatisme social manifeste »<sup>69</sup>. Lors de sa campagne présidentielle, Pedro Castillo n'avait en effet pas caché ses positions « anti-avortement, contre l'éducation sexuelle et les droits LGBT », son programme était marqué par « une grande influence de la pensée conservatrice religieuse catholique et évangélique »<sup>70</sup>. Une politologue péruvienne, Katherine Zegarra, analyse que, lors de son discours d'institution à la présidence le 28 juillet 2021, il « n'a pas eu un mot » pour les femmes et les minorités sexuelles et de genre « qui méritent d'être considérés », dans « ce pays homophobe et machiste »<sup>71</sup>.

## 2.2. Attitude de la société

### 2.2.1. Attitude des familles et mouvements dits « pro-famille »

Dans un pays tel que le Pérou « réputé très conservateur et religieux », « l'homosexualité demeure un sujet tabou »<sup>72</sup>. L'identité de genre a également été particulièrement décriée, par ailleurs dénommée « idéologie de genre », dans le mouvement « *Con Mis Hijos No Te Metas* »<sup>73</sup>.

La première manifestation de ce mouvement, contre l'éducation sexuelle, « l'approche du genre » et « l'égalité des genres » dans le milieu scolaire, a eu lieu le 4 mars 2017 avec plus de 68 000 manifestants dans tout le pays selon la Police Nationale péruvienne<sup>74</sup>. La seconde se déroule dans 74 villes du pays en novembre 2017 et une nouvelle manifestation, une « grève nationale » est planifiée le 24 mai 2019, à laquelle au moins 5 000 Péruviens participent à Lima ainsi que dans d'autres villes telles que Arequipa dans le sud du pays<sup>75</sup>. Il s'agit de la dernière manifestation de ce mouvement qui a eu lieu, un mouvement dont les leaders commençaient à avoir des tensions en mai 2019, notamment sur la volonté de transformer le mouvement en parti politique ou non<sup>76</sup>.

Dans ces manifestations, de nombreux Péruviens entonnaient des slogans tels que « Non à l'idéologie de genre ! », « Le gouvernement veut homosexualiser [nos] enfants » ou encore « Madame la ministre [de l'Éducation ; Marilú Martens], n'homosexualiser pas nos enfants »<sup>77</sup>. Nombre des manifestants déployaient également des pancartes ou affiches, indiquant par exemple à Arequipa et Lima en mai 2019 « Madame la ministre [de l'Éducation dans le nouveau gouvernement] Flor Pablo, non aux orgies

<sup>65</sup> Radio France Internationale (RFI), 04/05/2021, [url](#) ; Agencia EFE, 02/02/2021, [url](#) ; El País, 03/04/2021, [url](#)

<sup>66</sup> Radio France Internationale (RFI), 04/05/2021, [url](#)

<sup>67</sup> Radio France Internationale (RFI), 04/05/2021, [url](#)

<sup>68</sup> Presentes, 25/02/2022, [url](#)

<sup>69</sup> Radio France Internationale (RFI), 04/05/2021, [url](#) ; Radio Programas del Peru (RPP), 28/07/2021, [url](#) ; Courrier International, 29/07/2021, [url](#)

<sup>70</sup> Radio France Internationale (RFI), 04/05/2021, [url](#)

<sup>71</sup> Radio Programas del Peru (RPP), 28/07/2021, [url](#) ; Courrier International, 29/07/2021, [url](#)

<sup>72</sup> Generation for Rights Over the World (GROW), 28/01/2021, [url](#)

<sup>73</sup> Dejusticia, 15/05/2017, [url](#) ; El Comercio, 24/05/2019, [url](#)

<sup>74</sup> Dejusticia, 15/05/2017, [url](#) ; El Comercio, 24/05/2019, [url](#)

<sup>75</sup> El Comercio, 24/05/2019, [url](#) ; El Comercio, 24/05/2019, [url](#)

<sup>76</sup> El Comercio, 24/05/2019, [url](#)

<sup>77</sup> Dejusticia, 15/05/2017, [url](#)



scolaires » ou encore « Vizcarra [le Président] : non à la pornographie à l'école »<sup>78</sup>. Une autre phrase est devenue emblématique du mouvement : « corruption idéologique = genre »<sup>79</sup>.

Ce mouvement dit « pro-famille » tient par ailleurs des origines au sein d'autres mouvements « pro-famille » représentés notamment par la Coordinatrice Nationale Pro-Famille (Conapfam ; *Coordinadora Nacional Pro Familia*)<sup>80</sup>. Ce mouvement « pro-famille » a par exemple publié et relayé en 2018 un article, s'appuyant sur des arguments pseudo-scientifiques, dans lequel il affirme que l'homophobie, la transphobie et la « *biphobie* » sont de « fausses phobies » qui ont « pour but de marginaliser ceux qui ne sont pas en accord avec les conduites et les objectifs des lobbies LGBT »<sup>81</sup>. La Conapfam affirme qu'en « suivant cette logique » des « lobbies LGBT », il existerait alors également de « *l'hétérophobie* »<sup>82</sup>.

En novembre 2019, le ministère de la Justice et des Droits Humains (MINJUSDH) charge l'entreprise multinationale spécialisée Ipsos de réaliser une enquête nationale des droits humains dans le pays, avec notamment un focus sur ceux de la « population LGBT »<sup>83</sup>. L'échantillonnage d'Ipsos est composé de milliers de Péruviens majeurs, vivant aussi bien en aires urbaines que rurales<sup>84</sup>. D'après cette enquête, 8% des Péruviens adultes interrogés « s'identifient avec une orientation sexuelle non hétérosexuelle », ce qui équivaut à l'échelle nationale à une communauté LGBTI péruvienne de plus d'1,7 millions de personnes<sup>85</sup>.

Malgré une communauté importante à l'échelle du pays, les personnes LGBTI rencontrent toujours de nombreuses et grandes difficultés à révéler leur orientation sexuelle et/ou identité de genre auprès de leur entourage familial<sup>86</sup>. Les formes de rejet et de « répulsion » auxquelles elles font face poussent nombre de ces personnes à cacher leur orientation sexuelle et/ou identité de genre<sup>87</sup>. Par exemple, la candidate transsexuelle au Parlement, Gahela Cari Contreras, dans une interview au média espagnol *El País*, confie avoir été « jetée de [sa] maison » et « mise à la rue » par sa mère lorsqu'elle a souhaité lui faire part de son identité de genre et orientation sexuelle à 20 ans<sup>88</sup>.

Pour Alexandra Hernández, directrice de l'ONG *Más Igualdad Perú*, une ONG qui milite pour les droits des minorités sexuelles et de genre, « l'information est clé pour rompre les stéréotypes qui persistent dans la société »<sup>89</sup>. Un point de vue partagé par Gahela Cari Contreras de par son expérience personnelle, qui a fini par comprendre sa mère « parce qu'elle n'avait pas été éduquée avec l'approche du genre »<sup>90</sup>. Des années plus tard, sa mère a renoué avec elle et milite maintenant à ses côtés pour promouvoir la légalisation de l'avortement et les droits des personnes LGBTI<sup>91</sup>.

Les résultats de l'enquête nationale réalisée par Ipsos démontrent en effet que de nombreux stéréotypes perdurent dans la perception de la société civile envers les minorités sexuelles et de genre<sup>92</sup>. En effet, 19% des Péruviens majeurs interrogés en novembre 2019 continuent à penser que l'homosexualité est une maladie à part entière<sup>93</sup>. Pour 36% des personnes de l'échantillon national, il est « dangereux de laisser un ou une enfant aux côtés d'une personne homosexuelle »<sup>94</sup>.

---

<sup>78</sup> El Comercio, 24/05/2019, [url](#) ; Facebook, page au nom de « Con Mis Hijos No Te Metas », @ConMisHijosNoTeMetasOficial, 25/05/2019, [url](#) ; Facebook, page au nom de « Con Mis Hijos No Te Metas », @ConMisHijosNoTeMetasOficial, 25/05/2019, [url](#)

<sup>79</sup> Facebook, page au nom de « Con Mis Hijos No Te Metas », @ConMisHijosNoTeMetasOficial, 26/10/2019, [url](#)

<sup>80</sup> El Comercio, 24/05/2019, [url](#) ; Coordinadora Nacional Pro Familia, 22/05/2018, [url](#)

<sup>81</sup> Coordinadora Nacional Pro Familia, 22/05/2018, [url](#)

<sup>82</sup> Coordinadora Nacional Pro Familia, 22/05/2018, [url](#)

<sup>83</sup> República del Perú – Ministerio de Justicia y Derechos Humanos – Ipsos, 06/2020, [url](#)

<sup>84</sup> República del Perú – Ministerio de Justicia y Derechos Humanos – Ipsos, 06/2020, [url](#)

<sup>85</sup> República del Perú – Ministerio de Justicia y Derechos Humanos – Ipsos, 06/2020, p.18-19, [url](#) ; República del Perú – Defensoría del Pueblo, 28/06/2020, [url](#) ; Promsex, 22/07/2020, [url](#)

<sup>86</sup> Promsex, 22/07/2020, [url](#) ; El País, 03/04/2021, [url](#) ; El Comercio, 21/07/2021, [url](#) ; Presentes, 25/02/2022, [url](#)

<sup>87</sup> Promsex, 22/07/2020, [url](#) ; El País, 03/04/2021, [url](#) ; El Comercio, 21/07/2021, [url](#) ; Presentes, 25/02/2022, [url](#)

<sup>88</sup> El País, 03/04/2021, [url](#)

<sup>89</sup> El Comercio, 21/07/2021, [url](#)

<sup>90</sup> El País, 03/04/2021, [url](#)

<sup>91</sup> El País, 03/04/2021, [url](#)

<sup>92</sup> República del Perú – Defensoría del Pueblo, 28/06/2020, [url](#) ; Promsex, 22/07/2020, [url](#) ; El Comercio, 21/07/2021, [url](#)

<sup>93</sup> República del Perú – Ministerio de Justicia y Derechos Humanos – Ipsos, 06/2020, p.12, [url](#)

<sup>94</sup> República del Perú – Ministerio de Justicia y Derechos Humanos – Ipsos, 06/2020, p.12, [url](#)

Les proportions des réponses négatives à l'encontre des personnes transsexuelles ou transgenres sont encore plus importantes. Par exemple, près d'une personne sur deux, précisément 46%, pense qu'une personne transsexuelle ou transgenre est une personne « perturbée » ou « confuse »<sup>95</sup>.

### 2.2.2. Attitude sur les réseaux sociaux et des médias

Le mouvement « *Con Mis Hijos No Te Metas* » s'est massivement intensifié via la création d'un groupe sur le réseau social Facebook, avec plus de 200 000 personnes (aujourd'hui près de 236 000<sup>96</sup>) qui se sont abonnés à partir du 5 janvier 2017, date de la première publication sur le groupe Facebook<sup>97</sup>. Des publications dégradantes envers les personnes LGBTI y ont été publiées à plusieurs reprises, notamment avec l'hashtag #*GéneroNuncaMás* (#*Plus Jamais de Genre*), repris dans plusieurs pays d'Amérique Latine<sup>98</sup>.

Des élues au Congrès et siégeant à la Commission de la Femme et de la Famille, Monica Saavedra et Rocío Silva Santisteban ont vu leurs numéros de téléphone personnels et leurs comptes du réseau social *WhatsApp* diffusés sur les réseaux sociaux et ont reçu de nombreux messages de haine ainsi que des menaces<sup>99</sup>. Gahela Cari Contreras a également reçu de nombreuses menaces « sur les réseaux » lors de sa campagne électorale en 2021<sup>100</sup>.

Concernant les médias péruviens, certains pro-conservateurs ont également été discriminants et virulents à l'encontre des minorités sexuelles et de genre. C'est notamment le cas de Philipp Butters en mars 2017, un « leader d'opinion et commentateur de radio péruvien » qui a déclaré que les « personnes transsexuelles et homosexuelles sont malades et ont des graves troubles psychologiques »<sup>101</sup>.

Toutefois, parmi l'ensemble des sources publiques consultées, il semble que la majorité des médias péruviens populaires ne manifestent pas (ou peu) de propos dégradants envers les minorités sexuelles et de genre, du moins dans leurs articles relativement récents. Des médias tels que *El Comercio*, *La Republica*, *Caretas* et *Radio Programas del Peru* (RPP), ou encore d'autres moins connus tels que *Peru 21*, peuvent être cités à ce propos, ils donnent parfois la parole et mettent en évidence les luttes des activistes et des personnes LGBTI<sup>102</sup>.

### 2.2.3. Discriminations

Les minorités sexuelles et de genre sont victimes de nombreuses discriminations « depuis des décennies » au Pérou, des discriminations quotidiennes dans l'espace public d'après de nombreux témoignages<sup>103</sup>. Des personnes transsexuelles ou transgenres affirment par exemple que des professionnels de la santé refusent de pratiquer des examens sur leur corps, notamment car leur apparence physique ou/et vestimentaire « ne correspond pas au sexe indiqué sur leurs documents d'identité »<sup>104</sup>. A l'échelle nationale, 89% de ces personnes n'ont pas accès à la sécurité sociale<sup>105</sup>.

Les discriminations sont fortement visibles au niveau de l'emploi et du monde professionnel. D'après les résultats de l'enquête nationale menée par *Ipsos* en novembre 2019, 30% des personnes interrogées affirment qu'elles n'embaucheraient pas de personnes homosexuelles et 37% affirment

<sup>95</sup> República del Perú – Ministerio de Justicia y Derechos Humanos – Ipsos, 06/2020, p.12, [url](#)

<sup>96</sup> Facebook, page au nom de « Con Mis Hijos No Te Metas », @ConMisHijosNoTeMetasOficial, s.d., [url](#)

<sup>97</sup> El Comercio, 24/05/2019, [url](#)

<sup>98</sup> Facebook, page au nom de « Con Mis Hijos No Te Metas », @ConMisHijosNoTeMetasOficial, 27/06/2019, [url](#) ; Facebook, page au nom de « Con Mis Hijos No Te Metas », @ConMisHijosNoTeMetasOficial, 17/05/2021, [url](#) ; Twitter, s.d., [url](#)

<sup>99</sup> Presentes, 25/02/2022, [url](#)

<sup>100</sup> El Pais, 03/04/2021, [url](#)

<sup>101</sup> Dejusticia, 15/05/2017, [url](#)

<sup>102</sup> El Comercio, 24/05/2019, [url](#) ; Caretas, 05/03/2021, [url](#) ; Peru 21, 27/03/2021, [url](#) ; La Republica, 06/07/2021, [url](#) ; La Republica, 15/07/2021, [url](#) ; El Comercio, 21/07/2021, [url](#) ; Radio Programas del Peru (RPP), 28/07/2021, [url](#) ; Peru 21, 25/11/2021, [url](#) ; La Republica, s.d., [url](#)

<sup>103</sup> El Pais, 03/04/2021, [url](#) ; El Comercio, 21/07/2021, [url](#) ; Presentes, 25/02/2022, [url](#)

<sup>104</sup> El Pais, 03/04/2021, [url](#) ; Presentes, 25/02/2022, [url](#)

<sup>105</sup> El Pais, 03/04/2021, [url](#)

qu'ils n'embaucheraient pas une personne transsexuelle ou transgenre<sup>106</sup>. Ipsos précise de plus que cette proportion est encore plus importante en zone rurale, avec respectivement 45 et 49% de réponses négatives<sup>107</sup>.

Lorsque Gahela Cari Contreras a été renvoyée de la maison familiale et s'est retrouvée à la rue, elle raconte avoir été « rejetée de son travail dans un cabinet juridique » et « dans l'obligation de travailler dans la prostitution » pour subvenir à ses besoins vitaux avant d'émigrer à Lima en 2017<sup>108</sup>. Selon elle, 70% des personnes transsexuelles ou transgenres au Pérou sont des « travailleuses sexuelles » car, à cause de la discrimination et de la « transphobie permanente », elles sont rejetées et contraintes à « exercer les métiers les plus précaires »<sup>109</sup>.

La discrimination quotidienne la plus récurrente selon l'Ombudsman (*Defensoria del Pueblo*) du Pérou et des ONG péruviennes, se trouve dans le milieu familial et scolaire pour les personnes LGBTI<sup>110</sup>. La *Defensoria del Pueblo*, organisme constitutionnel indépendant qui défend les droits humains fondamentaux, affirme qu'au Pérou, les « personnes LGTBI » sont victimes de « préjugés, de rejets et de violences » dont elles souffrent « depuis l'enfance au niveau de l'environnement familial et scolaire »<sup>111</sup>. Par conséquent, « beaucoup d'entre elles perdent les opportunités de continuer l'école ou abandonnent leurs domiciles »<sup>112</sup>. En raison de ces discriminations et de la « transphobie permanente », une personne transsexuelle ou transgenre sur deux ne termine pas les études basiques, à savoir l'école primaire, le collège ou le lycée<sup>113</sup>.

La population interrogée par Ipsos semble toutefois avoir conscience de ces discriminations puisque sur des milliers de réponse, les « personnes homosexuelles, trans et bissexuelles » sont perçues à 71% comme faisant partie des populations les plus discriminées au Pérou, la réponse avec le pourcentage le plus élevé (devant les « personnes vivant avec le VIH ou le SIDA »)<sup>114</sup>.

#### 2.2.4. De graves violations des droits humains

En avril 2018, le Programme des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) affirme qu'il est « tristement commun en Amérique Latine » qu'une « femme transgenre meurt avant 35 ans »<sup>115</sup>. A cette période, environ 80% des homicides des femmes transgenres ou transsexuelles dans le monde ont lieu en Amérique Latine, ce à quoi s'ajoute une forte prévalence au VIH qui atteint 38% pour cette minorité sexuelle et de genre<sup>116</sup>. Et le Pérou « ne fait pas exception » en Amérique latine, au contraire l'espérance de vie des personnes transsexuelles au Pérou ne dépasserait pas les 30 ans selon des observateurs<sup>117</sup>.

Les homicides et « crimes de haine » au Pérou ; c'est-à-dire les « crimes comportant des caractéristiques qui peuvent mettre en évidence un crime intentionnel dont le préjudice est en relation avec l'identité de genre ou l'orientation sexuelle de la victime » ; concernent l'ensemble des minorités sexuelles et de genre<sup>118</sup>. Depuis 2005, « 15 personnes LGTIB+ » ont été tuées en moyenne chaque année, des « crimes de haine » d'après les informations recueillies par deux ONG et par un centre d'études universitaire<sup>119</sup>.

En 2019, ce sont 17 personnes LGBTI qui ont été assassinées et victimes d'un crime de haine au cours de l'année d'après l'Observatoire des Droits LGBT et VIH/SIDA d'une Université de Lima (Université

---

<sup>106</sup> República del Perú – Ministerio de Justicia y Derechos Humanos – Ipsos, 06/2020, p.11, [url](#)

<sup>107</sup> República del Perú – Ministerio de Justicia y Derechos Humanos – Ipsos, 06/2020, p.11, [url](#)

<sup>108</sup> El País, 03/04/2021, [url](#)

<sup>109</sup> El País, 03/04/2021, [url](#)

<sup>110</sup> República del Perú – Defensoria del Pueblo, 28/06/2020, [url](#) ; Promsex, 22/07/2020, [url](#)

<sup>111</sup> República del Perú – Defensoria del Pueblo, 28/06/2020, [url](#)

<sup>112</sup> República del Perú – Defensoria del Pueblo, 28/06/2020, [url](#)

<sup>113</sup> Le Monde, 13/04/2020, [url](#) ; El País, 03/04/2021, [url](#)

<sup>114</sup> República del Perú – Ministerio de Justicia y Derechos Humanos – Ipsos, 06/2020, p.8, [url](#)

<sup>115</sup> Nations Unies – ONUSIDA, 26/04/2018, [url](#)

<sup>116</sup> Nations Unies – ONUSIDA, 26/04/2018, [url](#)

<sup>117</sup> Promsex, 15/06/2020, [url](#) ; El País, 03/04/2021, [url](#)

<sup>118</sup> Presentes, 31/12/2019, [url](#) ; Observatorio de Derechos LGBT y VIH/SIDA, Universidad Peruana Cayetano Heredia, 06/2020, p.12, [url](#)

<sup>119</sup> Presentes, 31/12/2019, [url](#)

Cayetano Heredia)<sup>120</sup>. Cet observatoire a recensé 20 assassinats de personnes LGBTI au cours de cette même année, dont trois pour lesquels il ne dispose pas de preuves suffisantes pour qu'ils soient qualifiés de crimes de haine. Parmi elles, 14 homosexuels, quatre femmes transsexuelles ou transgenres et deux lesbiennes ont perdu la vie<sup>121</sup>.

Il précise par ailleurs qu'il « ne doit pas être compris que le nombre reporté correspond à la totalité des assassinats [de personnes LGBTI] qui ont eu lieu en 2019 dans le pays »<sup>122</sup>. Des observateurs considèrent en effet que « pour chaque crime de haine reporté, il y en a au moins deux non reportés », notamment car la famille ou les proches ont parfois peur de les reporter, ou d'être stigmatisés en raison de l'orientation sexuelle et/ou l'identité de genre de la victime<sup>123</sup>. Ces crimes de haine sont parfois commis « au nom de la religion », un pasteur nommé Rodolfo Gonzáles a notamment déclaré « les homosexuels doivent mourir [...], si vous voyez deux femmes faire l'amour, tuez-les toutes les deux ! »<sup>124</sup>. A Sapasoa en janvier 2019, une ville au nord du pays, Moisés, un adolescent de 17 ans, a été tué par son père après lui avoir annoncé son homosexualité, le père s'est ensuite suicidé en demandant pardon « au Seigneur » pour les « péchés » commis par son fils<sup>125</sup>.

Au cours des années 2017 et 2018, l'ONG *Promsex* a recensé 341 violations des droits humains des personnes LGBTI, incluant des « crimes de haine »<sup>126</sup>.

D'après l'observatoire universitaire, 150 autres (170 en comptabilisant les assassinats) violations des droits humains des minorités sexuelles et de genre ont été recensées au Pérou en 2019<sup>127</sup>. Parmi les faits de violations des droits humains sont représentés de manière importante des faits de « violence physique » et de « harcèlement », constituant près d'un tiers des faits<sup>128</sup>. Les femmes transsexuelles ou transgenres sont les plus affectées par les violations des droits humains, avec près de 43% des faits reportés en 2019, au sein des minorités sexuelles et de genre<sup>129</sup>. Les gays sont aussi fortement affectés avec près de 32% des faits, ainsi que les lesbiennes avec 10,6% des faits reportés<sup>130</sup>. Depuis 2005, les femmes « trans » et les gays sont les populations les plus affectées par les violations des droits humains au Pérou<sup>131</sup>.

### 3. Attitude des autorités

#### 3.1. L'attitude gouvernementale : entre légères avancées et préoccupations

Des progrès ont pu être notés au niveau de l'engagement gouvernemental en faveur des personnes LGBTI, notamment le décret 1.323 ainsi que les commandes des enquêtes menées par l'Ipsos pour rendre compte de l'ampleur des discriminations subies par les personnes LGBTI (ce qui n'avait pas été fait auparavant)<sup>132</sup>. D'autres tentatives telles que la réforme du programme scolaire et le projet de loi 790 sont également allés dans le sens de l'amélioration des droits des personnes LGBTI mais, aux yeux de la *Defensoria del Pueblo* et des ONG notamment, cela demeure clairement insuffisant<sup>133</sup>.

Pour l'institution constitutionnelle, le Pérou « manque de lois et de politiques pour protéger les droits des personnes LGBTI » et il y a « un contexte d'absence de protection juridique » dans son ensemble, et ce malgré le décret 1.323 de 2017<sup>134</sup>. Elle ajoute qu'il « est fondamental que l'Etat adopte des mesures urgentes pour éliminer les préjugés et éviter la violence » à l'encontre des minorités sexuelles

<sup>120</sup> Presentes, 31/12/2019, [url](#) ; Observatorio de Derechos LGBT y VIH/SIDA, Universidad Peruana Cayetano Heredia, 06/2020, p.14, [url](#)

<sup>121</sup> Observatorio de Derechos LGBT y VIH/SIDA, Universidad Peruana Cayetano Heredia, 06/2020, p.13, [url](#)

<sup>122</sup> Observatorio de Derechos LGBT y VIH/SIDA, Universidad Peruana Cayetano Heredia, 06/2020, p.12, [url](#)

<sup>123</sup> Presentes, 31/12/2019, [url](#)

<sup>124</sup> Promsex, 04/01/2019, [url](#)

<sup>125</sup> Promsex, 04/01/2019, [url](#)

<sup>126</sup> Promsex, 15/06/2020, [url](#)

<sup>127</sup> Observatorio de Derechos LGBT y VIH/SIDA, Universidad Peruana Cayetano Heredia, 06/2020, p.10-12, [url](#)

<sup>128</sup> Observatorio de Derechos LGBT y VIH/SIDA, Universidad Peruana Cayetano Heredia, 06/2020, p.11, [url](#)

<sup>129</sup> Observatorio de Derechos LGBT y VIH/SIDA, Universidad Peruana Cayetano Heredia, 06/2020, p.11, [url](#)

<sup>130</sup> Observatorio de Derechos LGBT y VIH/SIDA, Universidad Peruana Cayetano Heredia, 06/2020, p.11, [url](#)

<sup>131</sup> Presentes, 31/12/2019, [url](#)

<sup>132</sup> Centro Estratégico Latinoamericano de Geopolítica (CELAG), 28/06/2021, [url](#)

<sup>133</sup> República del Perú – Defensoria del Pueblo, 28/06/2020, [url](#) ; Promsex, 22/07/2020, [url](#) ; Más Igualdad Perú, s.d., [url](#)

<sup>134</sup> República del Perú – Defensoria del Pueblo, 28/06/2020, [url](#)

et de genre<sup>135</sup>. Pour l'ONG péruvienne *Promsex*, l'une des plus importantes à défendre les droits des personnes LGBTI, il y a eu des « avancées importantes » mais « il y a une série d'absence de reconnaissance des droits et d'accès à l'égalité » pour les minorités sexuelles et de genre<sup>136</sup>.

De plus, l'élection de Pedro Castillo à la Présidence en juin 2021 a suscité des préoccupations au sein des minorités sexuelles et de genre. En effet, lors de sa campagne présidentielle, il avait déclaré son opposition au mariage pour les couples de même sexe et que les problèmes des personnes LGBTI « ne sont pas une priorité »<sup>137</sup>. Le premier ministre qu'il a nommé en août 2021, Guido Bellido Ugarte, est lui réputé notamment pour avoir tenu « des propos qui reflètent l'homophobie, la transphobie et la misogynie » en 2019 et 2020<sup>138</sup>. Ce dernier a démissionné en octobre 2021<sup>139</sup>.

Des militants LGBTI ont en revanche noté que deux ministres du gouvernement ont pris position en faveur des droits des minorités sexuelles et de genre, à savoir le ministre des Finances Pedro Francke et le ministre des Affaires Etrangères Héctor Béjar Rivera<sup>140</sup>. Ce dernier a assuré soutenir les principes de Jogjakarta « afin d'éviter des violations et protéger les droits humains des lesbiennes, gays, bisexuels et transsexuels »<sup>141</sup>.

Toutefois, des observateurs notent qu'à la fin du mois de février 2022, rien n'a encore été fait par le nouveau gouvernement et l'opposition conservatrice du Parlement ne facilitera pas des avancées sur les droits des personnes LGBTI<sup>142</sup>.

### 3.2. Violations des droits humains commises par les forces de l'ordre

En juin 2020, l'ONG *Promsex* transmet une lettre ouverte à destination du Haut-Commissariat des Droits Humains des Nations Unies dans laquelle elle alerte particulièrement sur la « réalité » de la « violence institutionnelle » à l'encontre des minorités sexuelles et de genre au Pérou<sup>143</sup>. Elle indique que sur les 341 violations des droits humains qui ont été recensées en 2017 et 2018, 25% des « agresseurs » étaient des « agents de l'Etat »<sup>144</sup>. L'ONG péruvienne précise que les femmes transsexuelles ou transgenres « liées au travail sexuel étaient les principales victimes des agents de l'Etat », avec 24 violations des droits humains identifiées. Elle pointe des « pratiques systématiques » des forces de l'ordre telles que les détentions arbitraires, coups, et des transferts des femmes transsexuelles ou transgenres au sein de « lieux abandonnés pour leur enlever leurs effets personnels et les agresser sexuellement », notamment en les dénudant par la force et en commettant des abus sexuels<sup>145</sup>.

En 2019, 41 violations des droits humains des personnes LGBTI commises par des fonctionnaires de l'Etat ont été recensées, dont 31 faits de « discriminations de la part de l'Etat » et 10 « délits de la Fonction Policière »<sup>146</sup>. Parmi les minorités sexuelles et de genre, les personnes transsexuelles ou transgenres ont été celles le plus victimes des discriminations de la part de l'Etat, avec près d'une personne sur deux (15 sur 31)<sup>147</sup>. Concernant les dix délits commis par des agents de police, il s'agissait de cinq extorsions et cinq détentions arbitraires<sup>148</sup>.

Au cours de l'année 2020, les forces de l'ordre ont commis des actes de discrimination et de violations des droits humains de manière conséquente envers les personnes LGBTI, en particulier à l'encontre des personnes transsexuelles ou transgenres suite à la mise en place de restrictions sanitaires. Le 15 mars 2020, le gouvernement péruvien décrète le confinement national de la population. Puis à compter

<sup>135</sup> República del Perú – Defensoria del Pueblo, 28/06/2020, [url](#)

<sup>136</sup> Promsex, 05/2021, p.78, [url](#)

<sup>137</sup> Associated Press (AP), 18/04/2021, [url](#) ; Washington Blade, 03/08/2021, [url](#)

<sup>138</sup> La Republica, 01/08/2021, [url](#) ; Washington Blade, 03/08/2021, [url](#)

<sup>139</sup> Le Monde, 07/10/2021, [url](#)

<sup>140</sup> Washington Blade, 03/08/2021, [url](#)

<sup>141</sup> Washington Blade, 03/08/2021, [url](#)

<sup>142</sup> Presentes, 25/02/2022, [url](#)

<sup>143</sup> Promsex, 15/06/2020, [url](#)

<sup>144</sup> Promsex, 15/06/2020, [url](#)

<sup>145</sup> Promsex, 15/06/2020, [url](#)

<sup>146</sup> Observatorio de Derechos LGBT y VIH/SIDA, Universidad Peruana Cayetano Heredia, 06/2020, p.11, [url](#)

<sup>147</sup> Observatorio de Derechos LGBT y VIH/SIDA, Universidad Peruana Cayetano Heredia, 06/2020, p.21, [url](#)

<sup>148</sup> Observatorio de Derechos LGBT y VIH/SIDA, Universidad Peruana Cayetano Heredia, 06/2020, p.24, [url](#)



du 2 avril, il durcit les conditions de sortie en imposant des jours en fonction du genre de la personne indiqué sur sa carte d'identité, les femmes et les hommes ayant respectivement trois jours de sortie différents autorisés par semaine<sup>149</sup>. Avant que cette alternance des sorties soit imposée, de « nombreux cas d'abus ont été reportés depuis le début du confinement, le 15 mars, de la part de la police contre les personnes LGBT : détentions arbitraires, insultes, violences »<sup>150</sup>. Avec cette mesure drastique, les actes de discrimination et de violence commis par des agents de police envers les personnes transsexuelles se multiplient, avec au moins 30 actes de ce type « rien que » le premier jour de sortie exclusive (le 2 avril) des femmes selon une activiste<sup>151</sup>. Des vidéos sont publiées dans lesquelles il est possible de voir des policiers discriminer ouvertement des femmes transsexuelles ou transgenres à cause du genre indiqué sur leur document d'identité. Le 6 avril, la diffusion d'une vidéo où deux femmes transgenres sont humiliées physiquement et forcées à crier « je veux être un homme » suscite de nombreuses indignations<sup>152</sup>. Le vendredi 10 avril, la restriction imposant des jours de sortie en fonction du genre est supprimée<sup>153</sup>.

L'observatoire de l'Université Cayetano Heredia précise par ailleurs que « les femmes 'trans' ne veulent pas dénoncer l'extorsion policière parce qu'elles ont peur des représailles des policiers, elles ont non seulement peur pour leur liberté mais certaines ont aussi reçu des menaces de mort »<sup>154</sup>. Il estime, tout comme des ONG, que les violations des droits humains des minorités sexuelles et de genre commises par des fonctionnaires de l'Etat péruvien sont « largement sous-estimées »<sup>155</sup>.

### 3.3. Accès à la Justice

Manuel Forno, activiste et président de l'ONG *Dignidades*, estime que « chaque année », les principaux agresseurs des personnes LGBTI sont « la police ou les forces municipales de sécurité »<sup>156</sup>. Ainsi selon lui, les minorités sexuelles et de genre « ne [vont] pas dénoncer dans les commissariats parce que dès le moment où [elles entrent, elles sont] vulnérables à tout acte de violence et ceci génère une sous-estimation [du nombre de violations des droits humains] qui est liée aux moqueries, à l'indifférence et à la négligence »<sup>157</sup>.

En mars 2020, la Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme (Cour IDH) statuait sur l'affaire « Azul Rojas Marín et autre contre le Pérou », une affaire dont les faits remontent à 2008<sup>158</sup>. Azul Rojas Marín, une femme transsexuelle et homme gay au moment des faits, a été victime d'une « détention illégale, manifestation arbitraire et basée seulement sur son orientation sexuelle » puis de « torture et violences sexuelles » commises par des agents de police péruviens<sup>159</sup>. Après investigation, la Cour IDH a rendu sa sentence le 12 mars 2020 dans laquelle elle déclare que « l'Etat du Pérou est responsable » des violations des droits humains subies par la victime<sup>160</sup>. Elle ordonne ainsi non seulement à l'Etat péruvien des mesures de « réparation au préjudice » subi par Azul Rojas Marín mais aussi à ce qu'il adopte diverses mesures pour lutter contre la violence à l'encontre des minorités sexuelles et de genre. En effet, la Cour IDH ordonne que l'Etat péruvien adopte des mesures pour enregistrer de manière officielle les cas de violence contre les personnes LGBTI, pour sensibiliser ses fonctionnaires et agents sur les droits et sur le « traitement des personnes de ce collectif » ainsi que pour l'éradication des préjugés dans le pays<sup>161</sup>. Un jugement international « historique » à l'encontre de l'Etat péruvien<sup>162</sup>.

---

<sup>149</sup> Le Monde, 13/04/2020, [url](#) ; France 24, 17/04/2020, [url](#)

<sup>150</sup> Le Monde, 13/04/2020, [url](#)

<sup>151</sup> El Mostrador – Agencia EFE, 08/04/2020, [url](#) ; Le Monde, 13/04/2020, [url](#) ; France 24, 17/04/2020, [url](#)

<sup>152</sup> Le Monde, 13/04/2020, [url](#) ; France 24, 17/04/2020, [url](#)

<sup>153</sup> Le Monde, 13/04/2020, [url](#) ; France 24, 17/04/2020, [url](#)

<sup>154</sup> Observatorio de Derechos LGBT y VIH/SIDA, Universidad Peruana Cayetano Heredia, 06/2020, p.24, [url](#)

<sup>155</sup> Observatorio de Derechos LGBT y VIH/SIDA, Universidad Peruana Cayetano Heredia, 06/2020, p.31-36, [url](#) ; Promsex, 15/06/2020, [url](#) ; Presentes, 31/12/2019, [url](#)

<sup>156</sup> Presentes, 31/12/2019, [url](#)

<sup>157</sup> Presentes, 31/12/2019, [url](#)

<sup>158</sup> Corte Interamericana de Derechos Humanos, 12/03/2020, [url](#)

<sup>159</sup> Corte Interamericana de Derechos Humanos, 12/03/2020, p.16-21, [url](#) ; Promsex, 07/04/2020, [url](#)

<sup>160</sup> Corte Interamericana de Derechos Humanos, 12/03/2020, p.77-78, [url](#) ; Promsex, 07/04/2020, [url](#)

<sup>161</sup> Corte Interamericana de Derechos Humanos, 12/03/2020, p.66-69 et 77-78, [url](#) ; Promsex, 07/04/2020, [url](#)

<sup>162</sup> Promsex, 07/04/2020, [url](#)



Après avoir été victime de torture et d'abus sexuels, Azul Rojas Marín avait porté plainte au commissariat de la Police Nationale du Pérou de Casa Grande, ville située au nord du pays<sup>163</sup>. Cependant, « après plusieurs instances », sa plainte a été rejetée et il a été ordonné qu'elle soit classée sans suite<sup>164</sup>.

Yefri Peña Tuanama, « activiste des droits LGBTIQ+ » et femme transsexuelle ou transgenre, a été victime de torture et d'une « tentative d'assassinat » commise par cinq individus en 2007, dont deux policiers, « en raison de son identité de genre »<sup>165</sup>. Après avoir porté plainte en 2015, les agresseurs de Yefri Peña Tuanama n'ont jamais été condamnés et la Justice a classé l'affaire en 2018<sup>166</sup>. L'affaire a été portée au Comité des Droits Humains des Nations Unies en 2020, la sentence n'est pas encore connue (d'après les sources publiques consultées) mais l'Etat péruvien « aura à répondre devant l'ONU des faits de torture et de discrimination à l'encontre » de cette femme transsexuelle ou transgenre<sup>167</sup>.

Plus généralement, l'ONG *Promsex* dans sa lettre à destination des Nations Unies, estime que « regrettamment, il n'existe pas de politique publique spécifique qui pose des mesures pour anticiper, enquêter et sanctionner la violence contre les personnes LGBT »<sup>168</sup>.

Sur les 20 assassinats de personnes LGBTI recensés en 2019, seuls deux étaient en cours d'investigation en juin 2020, et une accusée concernant un troisième assassinat, bien que d'abord détenue par la Police, a été relâchée par la Justice péruvienne<sup>169</sup>. Sur cinq « crimes de haine » particulièrement documentés, « quatre sont restés dans une impunité totale », du moins à la mi-2020, et le cinquième était celui de Moisés, adolescent de 17 ans abattu par son père qui s'est ensuite suicidé<sup>170</sup>.

Concernant les faits de discrimination et autres violations des droits humains subies par les minorités sexuelles et de genre, l'ONG *Promsex* a également mené des enquêtes au cours de l'année 2020. Elle démontre que parmi les personnes homosexuelles et bisexuelles interrogées, environ 30% d'entre elles ne connaissent pas les « canaux de dénonciation » de ces actes subis<sup>171</sup>. Elle précise à son tour que parmi certaines personnes qui connaissent les procédures de plainte, elles préfèrent ne pas porter plainte par peur de subir de nouvelles discriminations et violences<sup>172</sup>.

Pour les personnes transsexuelles ou transgenres interrogées, ce sont 63% d'entre elles qui ne connaissent pas les « canaux de dénonciation » et parmi celles qui les connaissent, 75% d'entre elles affirment avoir rencontré des difficultés (non précisées) pour porter plainte<sup>173</sup>.

Par ailleurs en juin 2020, certains conseillers au sein même du Conseil Exécutif du Pouvoir Judiciaire du Pérou ne considéraient toujours pas d'autres orientations sexuelles possibles que l'hétérosexualité<sup>174</sup>.

Malgré les ordonnances de la Cour IDH, l'Etat péruvien, tant au niveau ministériel que judiciaire, ne dispose toujours pas (du moins en mars 2022) de registre spécial pour enregistrer les cas de violence contre des personnes LGBTI<sup>175</sup>. En effet, d'après des « sources du ministère Public », qui en 2020 s'est chargé d'établir des statistiques sur les victimes de discrimination, relayées par l'ONG *Promsex*, il y a eu 385 plaintes pour discrimination au Pérou en 2020<sup>176</sup>. Toutefois, ces statistiques ne précisaient pas le nombre de personnes LGBTI parmi les personnes ayant porté plainte pour discrimination<sup>177</sup>. Sur ces

---

<sup>163</sup> Promsex, 07/04/2020, [url](#)

<sup>164</sup> Promsex, 07/04/2020, [url](#)

<sup>165</sup> Promsex, 25/11/2020, [url](#)

<sup>166</sup> Promsex, 25/11/2020, [url](#)

<sup>167</sup> Promsex, 25/11/2020, [url](#) ; La Republica, 15/07/2021, [url](#)

<sup>168</sup> Promsex, 15/06/2020, [url](#)

<sup>169</sup> Observatorio de Derechos LGBT y VIH/SIDA, Universidad Peruana Cayetano Heredia, 06/2020, p.13-18, [url](#)

<sup>170</sup> Presentes, 31/12/2019, [url](#) ; Observatorio de Derechos LGBT y VIH/SIDA, Universidad Peruana Cayetano Heredia, 06/2020, p.13-18, [url](#)

<sup>171</sup> Promsex, 05/2021, p.47-48, [url](#)

<sup>172</sup> Promsex, 05/2021, p.47-48, [url](#)

<sup>173</sup> Promsex, 05/2021, p.68-69, [url](#)

<sup>174</sup> Promsex, 05/2021, p.53-54, [url](#)

<sup>175</sup> Promsex, 05/2021, p.55, [url](#) ; Presentes, 25/02/2022, [url](#)

<sup>176</sup> Promsex, 05/2021, p.50-52, [url](#)

<sup>177</sup> Promsex, 05/2021, p.50, [url](#)

385 plaintes à l'échelle nationale en 2020, 36% d'entre elles ont été classées sans suite et aucune d'entre elles n'avait encore fait l'objet d'un jugement en mai 2021 (bien que certaines soient à des stades d'enquête plus ou moins avancés)<sup>178</sup>.

#### 4. Le réseau associatif de soutien

Au Pérou, 43 ONG sont membres du réseau mondial ILGA (*International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex Association*)<sup>179</sup>. Cela ne signifie pas pour autant qu'il n'y a pas d'autres ONG péruviennes qui luttent pour les droits des personnes LGBTI. Les ONG *Dignidades* et *Féminas*, dont les présidents sont respectivement Manuel Forno et Layla Huerta, ne sont par exemple pas membres du réseau mondial ILGA<sup>180</sup>.

Trois ONG ou réseau d'ONG se distinguent par leur rôles pionniers dans la lutte pour les droits des personnes LGBTI, à savoir le Mouvement Homosexuel de Lima (MHOL ; *Movimiento Homosexual de Lima*), la *Red Peruana TLGB* (Réseau Péruvien LGBT) et Promsex<sup>181</sup>.

Le MHOL est décrit tel que « l'organisation pionnière de défense des droits LGBTI au Pérou »<sup>182</sup>. L'un de ses fondateurs, Óscar Ugarteche, symbolise la lutte pour les droits des personnes LGBTI de par son histoire personnelle. Economiste péruvien de renom qui s'est marié légalement au Mexique avec un Mexicain, il a lutté pour que son mariage soit reconnu au Pérou de 2012 à 2017<sup>183</sup>. Le 10 janvier 2017, pour la première fois, un juge péruvien a reconnu la légalité de son mariage et ordonné aux autorités péruviennes que son mariage soit reconnu dans son pays natal, ce qui a « ouvert une porte » à la légalisation du mariage homosexuel au Pérou<sup>184</sup>. Le MHOL est la première ONG à avoir entamer un travail de recensement, d'analyse et de dénonciation des homicides et violences à l'encontre des minorités sexuelles et de genre en 2005 « pour confronter l'Etat face à l'absence de protection et de garanties pour [la communauté] LGBTI+ »<sup>185</sup>. Elle a réalisé des rapports annuels sur les droits LGBTI au Pérou jusqu'en 2009, lorsque la *Red Peruana LGTB* (Réseau Péruvien LGBT) et Promsex ont conjointement pris le relais<sup>186</sup>.

La *Red Peruana TLGB* est un réseau ou collectif qui regroupe de nombreuses ONG et qui « a contribué à générer des débats et des courants d'opinion en faveur du mariage civil entre personnes LGBTI ainsi qu'à mobiliser des milliers de personnes dissidentes sexuelles ou de genre »<sup>187</sup>. Ce réseau d'ONG organise depuis 20 ans, et sa création dans le district de Miraflores de la capitale péruvienne, un événement chaque année à la mi-février, l'évènement « L'Amour Ne Discrimine Pas » (« *El Amor No Discrimina* »)<sup>188</sup>. Lors des trois derniers événements, le réseau d'ONG a notamment incité des couples LGBT à effectuer des « mariages symboliques », c'est-à-dire des mariages non-officiels à portée symbolique pour que « l'Etat reconnaisse le mariage égalitaire comme un droit citoyen »<sup>189</sup>. Ils ont eu lieu à la *Plaza de Armas* (ou Parc de l'Amour) à Lima en 2020, en ligne sur le réseau social Facebook en 2021 pour des raisons sanitaires et par ailleurs avec la participation d'élus du Congrès puis en « semi-présentiel » le 12 février 2022<sup>190</sup>. Lors de ce dernier événement, plus de 20 couples LGBTI devaient se marier symboliquement, soit virtuellement depuis leurs maison soit dans un local à Lima<sup>191</sup>.

Promsex, abréviation du « Centre de Promotion et Défense des Droits Sexuels et Reproductifs » (« *Centro de Promoción y Defensa de los Derechos Sexuales y Reproductivos* »), est une ONG fondée

<sup>178</sup> Promsex, 05/2021, p.50-52, [url](#)

<sup>179</sup> ILGA World, s.d., [url](#) ; NDLR : voir toutes les ONG sur ce lien.

<sup>180</sup> ILGA World, s.d., [url](#) ; Presentes, 31/12/2019, [url](#) ; Radio France Internationale (RFI), 04/05/2021, [url](#)

<sup>181</sup> NDLR : voir plus sur ces trois ONG sur : DIDR, "Pérou : La situation des minorités sexuelles et de genre", Ofpra, p.9-10, 27/05/2016

<sup>182</sup> El Pais, 10/01/2017, [url](#)

<sup>183</sup> El Pais, 10/01/2017, [url](#) ; Infobae, 10/01/2017, [url](#)

<sup>184</sup> El Pais, 10/01/2017, [url](#) ; Infobae, 10/01/2017, [url](#) ; Ouest France, 15/02/2017, [url](#)

<sup>185</sup> Presentes, 31/12/2019, [url](#)

<sup>186</sup> Presentes, 31/12/2019, [url](#)

<sup>187</sup> La Republica, 10/02/2022, [url](#)

<sup>188</sup> La Republica, 10/02/2022, [url](#)

<sup>189</sup> Ciudadanasx, s.d., [url](#) ; Peru 21, 12/02/2021, [url](#) ; La Republica, 10/02/2022, [url](#)

<sup>190</sup> Ciudadanasx, s.d., [url](#) ; Peru 21, 12/02/2021, [url](#) ; La Republica, 10/02/2022, [url](#)

<sup>191</sup> Twitter, compte au nom de « Red Peruana TLGB », 09/02/2022, [url](#) ; La Republica, 10/02/2022, [url](#)

en 2005 et dirigée par Susana Chávez<sup>192</sup>. Outre les travaux importants et continus visant à dénoncer les inégalités des droits, les discriminations et les violences à l'encontre des personnes LGBTI, elle est particulièrement proactive dans le domaine de l'accompagnement et de l'accès à la Justice. En effet, elle a notamment créé une école de formation virtuelle aux droits LGBTI, la « *Escuela de Formacion LGBTI – Empodera* », qui proposait par exemple une formation virtuelle de 6 modules ouverte à 35 personnes LGBTI de septembre à octobre 2021<sup>193</sup>. Via cette branche de l'ONG, Promsex a également publié un « guide de perfectionnement et de formation sur le litige stratégique dans les droits LGBTI »<sup>194</sup>. En 2020, elle a été l'organisation principale qui a appuyé et porté les affaires juridiques d'Azul Rojas Marín et de Yefri Peña Tuanama devant la Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme et le Comité des Droits Humains des Nations Unies<sup>195</sup>.

Il y a également un autre collectif non-gouvernemental influent, le « Collectif Marche de la Fierté Lima-Pérou » (« *Collectivo Marcha del Orgullo Lima-Peru* »), qui organise la « Marche de la Fierté LGBTI » depuis 2002<sup>196</sup>. En raison de la pandémie de Covid-19, la dernière qui ait pu se tenir a eu lieu le 29 juin 2019, elle se « concentrait » d'abord au *Campo de Marte* et se dirigeait vers la *Plaza San Martín* de Lima<sup>197</sup>. Celle de l'année 2022 est prévue pour le 25 juin à Lima ainsi que dans « d'autres régions du pays »<sup>198</sup>.

Enfin, les militants des ONG en faveur des droits LGBTI souffrent des mêmes vulnérabilités qui touchent l'ensemble des minorités sexuelles et de genre au Pérou, et ce bien qu'ils soient théoriquement protégés car considérés comme « un groupe de protection spéciale » dans le « Plan National des Droits Humains 2018-2021 »<sup>199</sup>. En mars 2019 notamment, Claudia Ingacora Vera, militante transsexuelle et fondatrice de l'ONG *Jóvenes Cambiando VIHdas* en 2015<sup>200</sup>, a été assassinée en plein cœur de Lima, un « crime de haine » d'après plusieurs observateurs<sup>201</sup>.

---

<sup>192</sup> Infobae, 18/03/2022, [url](#)

<sup>193</sup> Promsex, 30/07/2021, [url](#)

<sup>194</sup> Promsex, 14/12/2021, [url](#)

<sup>195</sup> Promsex, 07/04/2020, [url](#) ; Promsex, 25/11/2020, [url](#)

<sup>196</sup> Twitter, compte au nom de « #ElOrgulloEnLasCalles 2022 », @MarchaOrgulloPe, s.d., [url](#)

<sup>197</sup> Radio Programas de Peru (RPP), 29/06/2019, [url](#)

<sup>198</sup> Twitter, compte au nom de « #ElOrgulloEnLasCalles 2022 », @MarchaOrgulloPe, 04/03/2022, [url](#)

<sup>199</sup> Promsex, 05/2021, p.77, [url](#)

<sup>200</sup> NDLR : Une ONG axée sur la lutte contre les discriminations et la prévalence du VIH chez les femmes transsexuelles ou transgenres, par ailleurs membre associée du réseau mondial d'ILGA.

<sup>201</sup> Observatorio de Derechos LGBT y VIH/SIDA, Universidad Peruana Cayetano Heredia, 06/2020, p.14, [url](#) ; El Comercio, 08/04/2019, [url](#)

## Bibliographie

Sites web consultés en mars 2022.

### Organisations intergouvernementales

Corte Interamericana de Derechos Humanos (Corte IDH), « CASO AZUL ROJAS MARÍN Y OTRA VS. PERÚ – Sentencia de 12 de Marzo 2020 (Excepciones Preliminares, Fondo, Reparaciones y Costas) », 12/03/2020, 79p., [https://www.corteidh.or.cr/docs/casos/articulos/seriec\\_402\\_esp.pdf](https://www.corteidh.or.cr/docs/casos/articulos/seriec_402_esp.pdf)

Nations Unies, Programme des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), « The injustices faced by transgender women in Peru », 26/04/2018, <https://www.unaids.org/en/resources/presscentre/featurestories/2018/april/injustices-faced-by-transgender-women-in-peru>

Nations Unies, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR), « Principes directeurs sur la protection internationale N°9 : Demandes de statut de réfugié fondées sur l'orientation sexuelle et/ou l'identité de genre dans le contexte de l'article 1A(2) de la Convention de 1951 Convention et/ou son Protocole de 1967 relatifs au statut des réfugiés, HCR/GIP/12/01 », 23/10/2012, <https://www.refworld.org/cgi-bin/telex/vtx/rwmain/opensslpdf.pdf?reldoc=y&docid=52d8facd4>

### Institutions nationales

República del Perú, Defensoría del Pueblo, « Defensoría del Pueblo: Perú carece de leyes y políticas para proteger derechos de las personas LGTBI », 28/06/2020, <https://www.defensoria.gob.pe/defensoria-del-pueblo-peru-carece-de-leyes-y-politicas-para-proteger-derechos-de-las-personas-lgtbi/>

República del Perú, Ministerio de la Justicia y Derechos Humanos – Ipsos, « II Encuesta Nacional de Derechos Humanos : Poblacion LGBT », 06/2020, 21p., [https://www.ipsos.com/sites/default/files/ct/news/documents/2020-06/presentacion\\_ii\\_encuesta\\_nacional\\_ddhh.pdf](https://www.ipsos.com/sites/default/files/ct/news/documents/2020-06/presentacion_ii_encuesta_nacional_ddhh.pdf)

República del Perú, Ministerio de la Justicia y Derechos Humanos – Ipsos, « Informe Analítico – II Encuesta Nacional de Derechos Humanos », 06/2020, 158p., <https://cdn.www.gob.pe/uploads/document/file/1611168/1.-Informe-anali%CC%81tico-de-la-II-Encuesta-Nacional-de-Derechos-Humanos.pdf.pdf>

República del Perú, Defensoría del Pueblo, « Defensoría del Pueblo destaca sentencia del Tribunal Constitucional que permite el cambio de sexo de las personas trans. », 09/11/2016, <https://www.defensoria.gob.pe/defensoria-del-pueblo-destaca-sentencia-del-tribunal-constitucional-que-permite-el-cambio-de-sexo-de-las-personas-trans/>

República del Perú, Defensoría del Pueblo, « Población LGBTI », s.d., [https://www.defensoria.gob.pe/grupos\\_de\\_proteccion/poblacion-lgtbi/](https://www.defensoria.gob.pe/grupos_de_proteccion/poblacion-lgtbi/)

### Organisations non gouvernementales

Presentes, « En 2022 vuelve con impulso la lucha por el reconocimiento de las personas trans en Perú », 25/02/2022, <https://agenciapresentes.org/2022/02/25/cronica-de-una-lucha-incesante-peru-aun-no-reconoce-el-derecho-a-la-identidad-de-las-personas-trans/>

Promsex, « Guía de Capacitación y formación sobre litigio estratégico en derechos LGBTI », 14/12/2021, <https://promsex.org/publicaciones/guia-de-capacitacion-y-formacion-sobre-litigio-estrategico-en-derechos-lgbti-2/>

Promsex, « Guía de postulación – EMPODERA », 30/07/2021, <https://promsex.org/publicaciones/guia-de-postulacion-empodera/>

Distintas Latitudes, « Gahela Cari, la política indígena transgénero que sueña con llegar al Congreso de Perú », 03/05/2021, <https://distintaslatitudes.net/entrevistas/politica-transgenero-peru>

Promsex, « Informe Anual Sobre la Situación de los Derechos Humanos de las Personas LGBTI en El Perú 2020 », 05/2021, 94p., <https://promsex.org/wp-content/uploads/2021/05/InformeAnualDeDerechosHumanosPersonasLGBTI2020.pdf>

International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex Association (ILGA), ILGA World, « State – sponsored homophobia (2020 update edition) », 12/2020, 331p., [https://ilga.org/downloads/ILGA\\_World\\_State\\_Sponsored\\_Homophobia\\_report\\_global\\_legislation\\_overview\\_update\\_December\\_2020.pdf](https://ilga.org/downloads/ILGA_World_State_Sponsored_Homophobia_report_global_legislation_overview_update_December_2020.pdf)

Promsex, « Derechos humanos en el Perú : Nuestras luchas persisten. Una mirada desde el activismo LGBTI », 22/07/2020, <https://promsex.org/columnistas/derechos-humanos-en-el-peru-nuestras-luchas-persisten-una-mirada-desde-el-activismo-lgbti/>

Promsex, « Información independiente para el grupo de trabajo anterior al 78° período de sesiones del Comité para la Eliminación de la Discriminación contra la Mujer », 15/06/2020, [https://webcache.googleusercontent.com/search?q=cache:7xidWI1A-ZgJ:https://tbinternet.ohchr.org/Treaties/CEDAW/Shared%2520Documents/PER/INT\\_CEDAW\\_ICO\\_P ER\\_42446\\_S.docx+%&cd=7&hl=fr&ct=clnk&gl=fr&client=firefox-b-e](https://webcache.googleusercontent.com/search?q=cache:7xidWI1A-ZgJ:https://tbinternet.ohchr.org/Treaties/CEDAW/Shared%2520Documents/PER/INT_CEDAW_ICO_P ER_42446_S.docx+%&cd=7&hl=fr&ct=clnk&gl=fr&client=firefox-b-e)

Promsex, « Fallo histórico: Corte Interamericana halla a Perú responsable por la tortura y violencia sexual contra una persona LGBTI y le ordena combatir la discriminación », 07/04/2020, <https://promsex.org/corte-idh-halla-a-peru-responsable-por-la-tortura-y-violencia-contra-azul-rojas-marin/>

Presentes, « 2019: Al menos 17 asesinatos contra LGBTI+ en Perú », 31/12/2019, <https://agenciapresentes.org/2019/12/31/2019-al-menos-17-asesinatos-contra-lgbti-en-peru/>

Promsex, « Crimen de odio en nombre de la religión », 04/01/2019, <https://promsex.org/crimen-de-odio-en-nombre-de-la-religion/>

Coordinadora Nacional Pro Familia (Conapfam), « Día Internacional contra la homofobia, mujerfobia, cienciafobia, biofobia, maternifobia, fetofobia (...) y fifafobia », 22/05/2018, [https://conapfam.pe/profamilia/dia-internacional-contra-la-homofobia-mujerfobia-cienciafobia-biofobia-maternifobia-fetofobia-y-fifafobia/?fbclid=IwAR0FWeQa\\_ubc6lBIXskmZIS34\\_Ant883mCox5kBuH5jIH0IPzE7ZocXvqk](https://conapfam.pe/profamilia/dia-internacional-contra-la-homofobia-mujerfobia-cienciafobia-biofobia-maternifobia-fetofobia-y-fifafobia/?fbclid=IwAR0FWeQa_ubc6lBIXskmZIS34_Ant883mCox5kBuH5jIH0IPzE7ZocXvqk)

Sin Etiquetas, « #AlertaPerú : Congreso eliminaría orientación sexual e identidad de género como motivos de discriminación », 03/12/2015, <http://sinetiquetas.org/2015/12/03/alertaperu-comision-de-justicia-eliminar-orientacion-sexual-e-identidad-de-genero-como-motivos-de-discriminacion/>

Más Igualdad Perú, « Sí, Acepto: Matrimonio Civil para todas las parejas », s.d., <https://www.masigualdad.pe/si-acepto>

Ciudadanasx, « Matrimonios LGBT en el Parque del Amor », s.d., <http://ciudadanasx.org/matrimonios-lgbt-en-el-parque-del-amor/>

International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex Association (ILGA), ILGA World, « Organisations Membres de ILGA World », s.d., [https://ilga.org/fr/qui-sommes-nous/civi\\_details\\_fr](https://ilga.org/fr/qui-sommes-nous/civi_details_fr)

## Think tanks, universités et centres de recherches

Centro Estratégico Latinoamericano de Geopolítica (CELAG), « Los derechos LGBTI+ en América Latina », 28/06/2021, <https://www.celag.org/los-derechos-lgbti-en-america-latina/>

Generation for Rights Over the World (GROW), « Droits des homosexuel.le.s dans le monde : où en est-on ? », 28/01/2021, <https://www.growthinktank.org/droits-des-homosexuel-le-s-dans-le-monde-ou-en-est-on/>

Observatorio de Derechos LGBT y VIH/SIDA – Universidad Peruano Cayetano Heredia, « Informe Anual del Observatorio – 2019 », 06/2020, 56p., [http://iessdeh.org/usuario/ftp/Informe\\_observatorio\\_2020.pdf?fbclid=IwAR0Z8o\\_lo0bs0c-Xr-XU-dQEFMfNKzFXDNcC-2zH5WFP8lQdbdtswhNbSZY](http://iessdeh.org/usuario/ftp/Informe_observatorio_2020.pdf?fbclid=IwAR0Z8o_lo0bs0c-Xr-XU-dQEFMfNKzFXDNcC-2zH5WFP8lQdbdtswhNbSZY)

Dejusticia, « “¡Con mis hijos no te metas: no a la ideología de género!” », 15/05/2017, <https://www.dejusticia.org/con-mis-hijos-no-te-metas-no-a-la-ideologia-de-genero/>

## Médias

Infobae, « Le Congrès de la République met en danger les politiques de genre, d'égalité et d'autonomie reproductive, selon Promsex », 18/03/2022, <https://www.infobae.com/fr/2022/03/18/le-congres-de-la-republique-met-en-danger-les-politiques-de-genre-degalite-et-dautonomie-reproductive-selon-promsex/>

La Republica, « Más de 20 parejas LGBTI se casarán simbólicamente este fin de semana », 10/02/2022, <https://larepublica.pe/sociedad/2022/02/10/mas-de-20-parejas-lgbti-se-casaran-simbolicamente-este-fin-de-semana/>

Le Monde, « Alberto Fujimori, l'ex-président du Pérou, poursuivi pour la stérilisation forcée de milliers de femmes », 13/12/2021, [https://www.lemonde.fr/international/article/2021/12/13/au-perou-l-ex-president-fujimori-poursuivi-pour-la-sterilisation-forcee-de-milliers-de-femmes\\_6105844\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2021/12/13/au-perou-l-ex-president-fujimori-poursuivi-pour-la-sterilisation-forcee-de-milliers-de-femmes_6105844_3210.html)

Peru 21, « Alejandro Caveró: “Soy LGBT y orgullosamente de derecha” », 25/11/2021, <https://peru21.pe/lima/alejandro-cavero-soy-lgbt-y-orgullosamente-de-derecha-vox-espana-comunidad-lgbt-congreso-noticia/>

Le Monde, « Pérou : démission du premier ministre deux mois après sa prise de fonctions », 07/10/2021, [https://www.lemonde.fr/international/article/2021/10/07/perou-demission-du-premier-ministre-deux-mois-apres-sa-prise-de-fonction\\_6097413\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2021/10/07/perou-demission-du-premier-ministre-deux-mois-apres-sa-prise-de-fonction_6097413_3210.html)

Washington Blade, « Peru LGBTQ activists express concern over country's new government », 03/08/2021, <https://www.washingtonblade.com/2021/08/03/peru-lgbtq-activists-express-concern-over-countrys-new-government/>

La Republica, « Guido Bellido Ugarte: ¿quién es el primer ministro elegido por Pedro Castillo? », 01/08/2021, <https://www.msn.com/es-pe/noticias/peru/%C2%BFqui%C3%A9n-es-guido-bellido-ugarte-primer-jefe-del-gabinete-de-pedro-castillo/ar-AAMlq8F>

Courrier International, « Relève. Le Pérou célèbre 200 ans d'indépendance avec un nouveau président », 29/07/2021, <https://www.courrierinternational.com/article/releve-le-perou-celebre-200-ans-dindependance-avec-un-nouveau-president>

Radio Programas del Peru (RPP), « Pedro Castillo y su primer Mensaje a la Nación bajo análisis », 28/07/2021, <https://rpp.pe/politica/gobierno/pedro-castillo-y-su-primer-mensaje-a-la-nacion-bajo-analisis-noticia-1349830>

El Comercio, « Continúa la discriminación hacia la comunidad LGTBI+ Lima », 21/07/2021, <https://elcomercio.pe/corresponsales-escolares/historias/discriminacion-hacia-la-comunidad-lgtbi-en-la-ciudad-de-lima-lima-noticia/?ref=ecr>



La Republica, « Estado peruano tendra que responder ante la ONU por tortura y discriminacion a mujer trans », 15/07/2021, <https://larepublica.pe/sociedad/2021/07/15/yefri-pena-peru-tendra-que-responder-ante-la-onu-por-tortura-y-discriminacion-a-mujer-trans/>

La Republica, « El imperativo de la inclusión », 06/07/2021, <https://www.larepublica.co/analisis/maria-claudia-lacouture-402341/el-imperativo-de-la-inclusion-3195951>

Caribe Informativo, « Susel Paredes: lideresa lesbiana, la mujer más votada al Congreso de Perú », 16/06/2021, <https://caribeafirmativo.lgbt/susel-paredes-lideresa-lesbiana-la-mujer-mas-votada-al-congreso-de-peru/>

El Peruano (Diario Oficial), « JNE oficializa distribución de escaños en el Congreso para el período legislativo 2021-2026 », 12/06/2021, <https://elperuano.pe/noticia/122533-jne-oficializa-distribucion-de-escaños-en-el-congreso-para-el-periodo-legislativo-2021-2026>

L'Humanité, « Présidentielle au Pérou : battue, Keiko Fujimori crie à la fraude », 09/06/2021, <https://www.humanite.fr/monde/perou/presidentielle-au-perou-battue-keiko-fujimori-crie-la-fraude-710362>

Radio France Internationale (RFI), « Pérou: inquiétudes des féministes et de la communauté LGBT face au quinquennat à venir », 04/05/2021, <https://www.rfi.fr/fr/am%C3%A9riques/20210504-p%C3%A9rou-inqui%C3%A9tudes-des-f%C3%A9ministes-et-de-la-communaut%C3%A9-lgbt-face-au-quinquennat-%C3%A0-venir>

Gestion, « Elecciones 2021: Esto son los 10 candidatos al Congreso más votados », 27/04/2021, <https://gestion.pe/peru/politica/elecciones-generales-de-peru-de-2021-esto-son-los-10-candidatos-al-congreso-mas-votados-nndc-noticia/?ref=gesr>

Associated Press (AP), « Students' struggles pushed Peru teacher to run for president », 18/04/2021, <https://apnews.com/article/peru-general-news-latin-america-714133c2227b25bf020adb683b9cc476>

El País, « Gahela Cari – Candidata Trans al Congreso de Peru - "Hago política para luchar contra la violencia de género en Perú" », 03/04/2021, <https://elpais.com/internacional/2021-04-03/hago-politica-para-luchar-contr-la-violencia-de-genero-en-peru.html>

Peru 21, « Elecciones 2021: Propuestas de candidatos LGBTQ+ que beneficiarían a 1.7 millones de peruanos », 27/03/2021, <https://peru21.pe/politica/elecciones-2021-propuestas-de-candidatos-lgbtq-que-beneficiarían-a-1-7-millones-de-peruanos-matrimonio-igualitario-ley-de-identidad-de-genero-susel-paredes-gahela-cari-rogelio-ramos-alejandro-cavero-gabriela-salvador-noticia/>

Caretas, « Elecciones 2021: Gahela y el debate de la identidad », 05/03/2021, <https://caretas.pe/politica/elecciones-2021-gahela-y-el-debate-de-la-identidad/>

Peru 21, « San Valentín: Parejas LGBTI celebrarán boda simbólica virtual por pandemia », 12/02/2021, <https://peru21.pe/peru/san-valentin-parejas-lgbti-celebran-boda-simbolica-virtual-por-pandemia-noticia/>

Agencia EFE, « Gahela Cari, candidata trans discriminada en Perú: 'Cuestionan mis genitales' », 02/02/2021, <https://www.efe.com/efe/america/politica/gahela-cari-candidata-trans-discriminada-en-peru-cuestionan-mis-genitales/20000035-4455376>

Radio France Internationale (RFI), « Pérou: à six mois de la présidentielle, Keiko Fujimori fait son retour en politique », 27/09/2020, <https://www.rfi.fr/fr/am%C3%A9riques/20200927-p%C3%A9rou-%C3%A0-six-mois-pr%C3%A9sidentielle-keiko-fujimori-retour-en-politique>

France 24, « ¿Por qué falló Perú con el 'pico y género' para contener al Covid-19? », 17/04/2020, <https://www.france24.com/es/20200417-peru-fallo-pico-y-genero-coronavirus-confinamiento>

Le Monde, « Confinement au Pérou : sorties différenciées entre hommes et femmes, les transgenres inquiets », 13/04/2020, [https://www.lemonde.fr/international/article/2020/04/08/au-perou-denoncations-d-abus-policiers-sur-des-personnes-transgenres\\_6035988\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2020/04/08/au-perou-denoncations-d-abus-policiers-sur-des-personnes-transgenres_6035988_3210.html)

El Mostrador – Agencia EFE, « Transexuales sufren discriminación de policías durante la cuarentena en Perú », 08/04/2020, <https://www.elmostrador.cl/braga/2020/04/08/transexuales-sufren-discriminacion-de-policias-durante-la-cuarentena-en-peru/>

Vanity Fair, « International : De la Pologne au Pérou, les politiques anti-LGBT se durcissent », 24/02/2020, <https://www.vanityfair.fr/pouvoir/politique/story/de-la-pologne-au-perou-les-politiques-anti-lgbt-se-durcissent/11164>

Libération, « Les homophobes prophétiques entrent au Parlement du Pérou », 01/02/2020, [https://www.liberation.fr/planete/2020/02/01/les-homophobes-prophetiques-entrent-au-parlement-du-perou\\_1775997/](https://www.liberation.fr/planete/2020/02/01/les-homophobes-prophetiques-entrent-au-parlement-du-perou_1775997/)

La Croix, « Pérou : un parlement atomisé après les législatives », 27/01/2020, <https://www.la-croix.com/Monde/Ameriques/Perou-parlement-atomise-legislatives-2020-01-27-1201074442>

Radio Programas del Peru (RPP), « Activistas y ciudadanos marcharon en Lima por igualdad de derechos de la comunidad LGTBI+ », 29/06/2019, <https://rpp.pe/lima/actualidad/marcha-del-orgullo-2019-activistas-y-ciudadanos-marcharon-en-lima-por-igualdad-de-derechos-de-la-comunidad-lgtbi-fotos-noticia-1205960?ref=rpp>

El Comercio, « Así se desarrolló la marcha de 'Con mis hijos no te metas' |FOTOS », 24/05/2019, <https://elcomercio.pe/lima/sucesos/desarrolla-marcha-mis-hijos-metas-vivo-noticia-ecpm-638277-noticia/?ref=ecr>

El Comercio, « Marchas y contramarchas: la actual situación de Con mis Hijos no te Metas », 24/05/2019, <https://elcomercio.pe/peru/marchas-contramarchas-actual-situacion-mis-hijos-metas-noticia-ecpm-636380-noticia/?ref=ecrc>

El Comercio, « El odio que mató a Claudia Vera », 08/04/2019, <https://elcomercio.pe/lima/sucesos/odio-mato-claudia-vera-activista-trans-asesinada-independencia-cronica-noticia-ecpm-624490-noticia/>

Ouest France, « Pérou. Proposition de loi pour légaliser le mariage homosexuel », 15/02/2017, <https://www.ouest-france.fr/monde/perou/perou-proposition-de-loi-pour-legaliser-le-mariage-homosexuel-4801255>

Infobae, « La Justicia peruana abre la puerta al matrimonio homosexual », 10/01/2017, <https://www.infobae.com/america/america-latina/2017/01/10/la-justicia-peruana-abre-la-puerta-al-matrimonio-homosexual/>

El País, « Perú sanciona la discriminación por orientación sexual », 10/01/2017, [https://elpais.com/internacional/2017/01/10/america/1484004617\\_592970.html](https://elpais.com/internacional/2017/01/10/america/1484004617_592970.html)

El Peruano (Diario Oficial), « Normas Legales – Viernes 6 de Enero 2017 », 06/01/2017, <https://busquedas.elperuano.pe/download/url/decreto-legislativo-que-fortalece-la-lucha-contra-el-femicidio-decreto-legislativo-n-1323-1471010-2>

La Republica, « LGBTI : Ultimas Noticias », s.d., <https://www.larepublica.co/lgbti>

## Réseaux sociaux

Twitter, compte au nom de « #ElOrgulloEnLasCalles 2022 », @MarchaOrgulloPe, 04/03/2022, <https://twitter.com/MarchaOrgulloPe/status/1499597793282850816/photo/1>

Twitter, compte au nom de « Red Peruana TLGB », @RedPeruanaTLGB, 09/02/2022, <https://twitter.com/RedPeruanaTLGB/status/1491457691021373440>

Facebook, page au nom de « Con Mis Hijos No Te Metas », @ConMisHijosNoTeMetasOficial, 17/05/2021, <https://www.facebook.com/ConMisHijosNoTeMetasOficial/photos/1358841774489737>

Facebook, page au nom de « Con Mis Hijos No Te Metas », @ConMisHijosNoTeMetasOficial, 26/10/2019, <https://www.facebook.com/ConMisHijosNoTeMetasOficial/posts/955849688122283>

Facebook, page au nom de « Con Mis Hijos No Te Metas », @ConMisHijosNoTeMetasOficial, 27/06/2019, <https://www.facebook.com/ConMisHijosNoTeMetasOficial/posts/848069082233678>

Facebook, page au nom de « Con Mis Hijos No Te Metas », @ConMisHijosNoTeMetasOficial, 25/05/2019, <https://www.facebook.com/ConMisHijosNoTeMetasOficial/photos/a.347122862328305/824967471210506/?type=3>

Facebook, page au nom de « Con Mis Hijos No Te Metas », @ConMisHijosNoTeMetasOficial, 25/05/2019, <https://www.facebook.com/ConMisHijosNoTeMetasOficial/photos/a.347122862328305/824967457877174/?type=3>

Facebook, page au nom de « Con Mis Hijos No Te Metas », @ConMisHijosNoTeMetasOficial, 03/01/2019, <https://www.facebook.com/ConMisHijosNoTeMetasOficial/photos/a.335326650174593/743061812734406/>

Facebook, page au nom de « Con Mis Hijos No Te Metas », @ConMisHijosNoTeMetasOficial, s.d., <https://www.facebook.com/ConMisHijosNoTeMetasOficial>

Twitter, « #GéneroNuncaMás », s.d., [https://twitter.com/search?q=%23G%C3%A9neroNuncaM%C3%A1s&src=typed\\_query&f=top](https://twitter.com/search?q=%23G%C3%A9neroNuncaM%C3%A1s&src=typed_query&f=top)

Twitter, compte au nom de « #ElOrgulloEnLasCalles 2022 », @MarchaOrgulloPe, s.d., <https://twitter.com/MarchaOrgulloPe>